

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 1^{er} décembre 2014

PRESENTS : M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale-Président de l'assemblée

M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, Echevins;

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART, Directeur général adjoint

Excusés: M. R. DEMOTTE, Monsieur l'Echevin V. BRAECKELAERE, Madame et Monsieur les Conseillers communaux J.-M. VANDENBERGHE, M. C. MARGHEM et Monsieur le Directeur général D. COUPEZ

SEANCE PUBLIQUE

Le Conseil communal est réuni sur convocation du Collège communal remise à domicile le jeudi 20 novembre 2014.

Monsieur le Directeur général D. COUPEZ, absent, est remplacé par Monsieur le Directeur général adjoint T. LESPLINGART, conformément à l'article L1124-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** préside la séance.

1. Communications.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** ouvre la séance publique à 19 heures 37 et précise d'emblée que le projet de procès-verbal de la séance publique du 10 novembre 2014 sera soumis à l'approbation du Conseil communal en séance du 16 décembre 2014.

- 1) Trois questions orales posées par des Conseillers communaux seront examinées en fin de séance publique, à savoir :

- 1) question de Madame la Conseillère communale H. CLEMENT-COUPLET relative à l'absence d'éclairage sur le site De Bongnie. Il y sera répondu par Monsieur l'Echevin A. BOITE;
- 2) question de Madame la Conseillère communale C. LADAVIOT relative aux économies d'énergie (éclairage) en ville et dans les villages. Il y sera répondu par Monsieur l'Echevin P. ROBERT;
- 3) question de Madame la Conseillère communale M.-C. LEFEBVRE relative au problème des heures supplémentaires prestées par les officiers du Service incendie. Il y sera répondu par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P.-O. DELANNOIS.

2) Interpellation citoyenne :

" Le 26 septembre dernier, une habitante de la Ville, Mme Dominique MOREAU, domiciliée rue Saint-Eleuthère, 251 à Tournai, a fait usage du droit d'interpellation citoyenne prévu au chapitre 4 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal approuvé en séance du 27 mai 2013.

Conformément à ce R.O.I. (règlement d'ordre intérieur), le Collège communal a examiné la recevabilité de cette interpellation en séance du 14 novembre 2014.

Après avoir examiné la demande de Mme MOREAU, il a conclu à son irrecevabilité. En effet, cette interpellation ne répond pas à l'article 84 ,3), lequel prévoit que pour être recevable l'interpellation doit porter :

- a) sur un objet relevant de la compétence de décision du Collège communal ou du Conseil communal
- b) sur un objet relevant de la compétence d'avis du Collège communal ou du Conseil communal, dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal.

En effet, l'objet de l'interpellation, l'adhésion éventuelle au traité de libre échange transatlantique (TAFTA/TTIP) dont question dans la demande de Mme MOREAU, ne relève pas de la compétence de décision, ni d'avis du Collège communal ou du Conseil communal."

Cette décision, accompagnée de sa motivation, est portée à la connaissance du Conseil communal, conformément à l'article 83 du R.O.I.

3) Proposition de motion

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** informe l'assemblée qu'une proposition de motion a été déposée sous la forme d'un point supplémentaire conformément à l'article 12 du règlement d'ordre intérieur.

Cette proposition concerne la conclusion d'un accord entre l'Union européenne et les Etats-Unis intitulé "partenariat transatlantique de commerce et d'investissement."

Les auteurs en sont conjointement Madame la Conseillère communale M.-C. LEFEBVRE, chef du groupe ECOLO, Monsieur le Conseiller communal J.-M. VANDENBERGHE, chef du groupe cdH, et Monsieur le Conseiller communal G. HUEZ, conseiller communal PS.

L'article 12, e) dispose que : "l'auteur de la proposition présente le point sollicité lors de la réunion du Conseil communal. En l'absence de l'auteur de la proposition, ledit point ne sera pas examiné."

L'un des auteurs de la proposition, Monsieur le Conseiller communal J.-M. VANDENBERGHE, étant absent, ce point n'est pas examiné.

- 4) Conformément à l'article L1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, sur proposition de Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS**, le Conseil communal, à l'unanimité des membres présents, déclare l'urgence d'examiner les points suivants :

* Finances communales. Exercices 2015 à 2019. Règlement-taxe sur les dancings (10 novembre 2014). Annulation. Nouveau règlement-taxe sur les dancings. Approbation.

L'urgence est motivée comme suit : le maintien de l'équilibre des finances communales en 2015 justifie le vote en urgence de ce point.

* Service informatique. Marché conjoint Ville-Centre public d'action sociale (CPAS). Acquisition et maintenance d'une solution logicielle pour la comptabilité et les taxes. Non-attribution. Nouvelle procédure.

L'urgence est motivée comme suit : la continuité du service public local et l'équilibre des finances communales justifient le vote en urgence de ce point.

L'urgence est déclarée par les membres suivants :

Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, A. PESIN, C. MICHEZ, Mme M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale.

2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, chaussée de Renaix : mesures de circulation.

Après lecture du rapport introductif du Collège communal par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS**, Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, fait la déclaration suivante :

" Ce changement est l'occasion de remettre à plat les limitations de vitesse de la chaussée de Renaix. Peu après le carrefour de la Verte Feuille, la limitation passe à 70 km/heure alors que l'on est toujours en agglomération. Nous proposons que la vitesse reste à 50 km/heure jusqu'au parc à conteneurs au lieu de faire un 50-70-50 sur une courte distance."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, fait observer que le point figurant à l'ordre du jour concerne l'accès au nouveau parc à conteneurs. Il invite le Conseiller communal à statuer sur ce point, tout en reconnaissant la pertinence de sa remarque.

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, communique le détail des dispositions qui seront prises à bref délai pour améliorer la sécurité de l'accès au nouveau parc à conteneurs.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière (pour les règlements portant sur les voiries communales ou provinciales);

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant la mise en fonction prochaine du nouveau parc à conteneurs à Kain impliquant la prise de nouvelles dispositions de roulage et la réalisation de nouveaux aménagements;

Considérant que les décisions en la matière ont été prises collégalement lors de la réunion de la cellule provinciale de la sécurité routière du 16 juin 2011 à laquelle participaient Monsieur le Commissaire de police Serge DERIDEAU, Mme Christine BERNARD, conseillère en mobilité à la Ville de Tournai, des représentants des voiries régionales et provinciales, des représentants de l'intercommunale de propreté publique IPALLE, à savoir :

- limiter la vitesse à 50 km/heure, dans les deux sens, aux abords immédiats du parc à conteneurs
- prévoir un agrandissement de la zone de stockage à l'intérieur du site
- établir des plans détaillés des marquages et de la signalisation verticale ainsi que des aménagements éventuels à réaliser. Ces plans feront l'objet d'une approbation lors d'une réunion programmée le 8 juillet 2011, à 10 heures au district de Tournai D141.11, Grand Route, 2/A à 7530 Gaurain-Ramecroix;

Considérant le plan de marquage et de signalisation verticale tel qu'approuvé lors de la réunion de 8 juillet 2011 en concertation avec M. DUHOT de la Direction de la réglementation et du droit des usagers, Service public de Wallonie;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie provinciale;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : dans la chaussée de Renaix à Kain, entre les accès à l'E 429, à proximité du nouveau parc à conteneurs, la circulation est organisée en conformité avec le plan ci-joint.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C43 (50 km/heure) - C43 (70 km/heure) - F13 - D1 - B5 et les marques au sol appropriées.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du Service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

3. Statut administratif. Constitution d'une réserve de recrutement et de promotion de chefs de bureau administratifs et d'attachés spécifiques. Dérogation. Approbation.

Mme **R. DESENCLOS-LECLERCQ** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la convention sectorielle 2005 – 2006 signée en date du 2 décembre 2008, le Gouvernement wallon a réaffirmé l'importance de la statutarisation au sein de la fonction publique.

Ladite convention intègre le pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire, auquel vous avez adhéré en date du 7 septembre 2009.

Le statut administratif arrêté le 28 février 2011 prévoit notamment les conditions particulières de recrutement et de promotion ainsi que l'organisation d'examens et de réserves conjointes à la Ville et au Centre public d'action sociale.

Le cadre du personnel arrêté le 28 février 2011 prévoit 71 agents de niveau A (chef de bureau et attaché spécifique) et 6 agents sont nommés en cette qualité au sein de notre administration.

La situation actuelle est la suivante :

- 32 agents contractuels occupent les fonctions de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A)
- plusieurs agents contractuels remplissent les conditions de recrutement de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A), mais sont engagés en qualité d'employé d'administration
- un agent nommé au grade d'employé d'administration remplit les conditions de recrutement de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A), mais pas les conditions de promotion
- plusieurs agents nommés réunissent les conditions pour être promus au grade de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A).

Les examens de niveau A n'ayant plus été organisés depuis 1980 (appel par recrutement), hormis deux appels restreints (par promotion uniquement) en 1995 et 2000, nous avons décidé le 18 novembre 2011 d'organiser en priorité les examens de niveau A.

Le grade de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A) étant le grade de recrutement le plus élevé (excepté le niveau attaché A4 spécifique), il convient de prévoir la nomination de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A), afin de garantir la hiérarchie de l'administration, ceci dans l'optique de la continuité du service public local.

Les procédures d'examen prévues au statut administratif pour le recrutement et la promotion des chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A) pourraient être simplifiées et organisées de manière conjointe avec le Centre public d'action sociale aux fins de réduire les coûts des épreuves pour les deux administrations et de créer des réserves communes.

A cet effet, il pourrait être envisagé de déroger au statut en vue de :

- limiter l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifier la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A).

De surcroît, dans le cadre de la convention de supracommunalité que vous avez approuvée le 18 novembre 2013, dans le prolongement du programme de politique générale (déclaration de politique communale) 2012-2018 et du programme stratégique transversal 2013-2018, il pourrait être demandé à la province de Hainaut de gérer une partie de l'organisation de ces examens.

Le coût de son intervention s'élèverait à environ 6.000,00 € et les examens pourraient être organisés début de l'année 2015.

Nous vous proposons donc de déroger au statut administratif quant à l'organisation d'examens en vue de constituer une réserve de recrutement et de promotion de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A) conjointe à la Ville et au Centre public d'action sociale en :

- limitant l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifiant la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A)."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, demande pourquoi cet appel est limité au personnel communal et au CPAS.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, intervient ensuite :

" Il s'agit d'une demande de dérogation. Néanmoins, sur le plan juridique, cette dérogation pose question : peut-on organiser un examen de recrutement auquel ne pourront participer que des personnes connues, identifiées, alors que d'autres personnes, qui remplissent les conditions légales (diplôme, expérience utile), n'y auraient pas accès ? Ne sommes-nous pas dans un cas flagrant de discrimination qui pourrait voir annuler un tel processus de recrutement en cas de plainte ?

Il s'agit plutôt d'un examen de régularisation permettant à des personnes ayant un emploi contractuel à la Ville d'obtenir un emploi statutaire. Allez-vous ouvrir cet examen "de régularisation" à tous les agents ayant les conditions pour briguer un poste de niveau A ou tiendrez-vous compte de l'évaluation obtenue

par ces agents durant leur carrière à l'administration afin de recruter les personnes vraiment compétentes ?

Nous sommes vraiment étonnés de la situation que vous décrivez aujourd'hui : plus de 30 personnes engagées comme contractuelles et le dernier examen de recrutement de niveau A organisé par la Ville en 1980.

Cette situation nous conforte dans la position que nous avons toujours défendue : à Tournai, il y a un manque total de transparence dans le recrutement du personnel contractuel. Malgré nos appels répétés pour établir une procédure transparente, le recrutement de contractuels est resté, de manière opaque, aux mains du Collège communal.

Pourtant, c'est un objectif présent dans le programme stratégique 2013-2018 sous le point *"Améliorer la sélection des agents"* : *"l'objectif est d'organiser la sélection des agents en poursuivant l'application d'une procédure transparente amenant à désigner le meilleur candidat" (...) "une procédure transparente, validée par le Collège quant aux principes généraux de recrutement à savoir : publicité et transparence."*

A plusieurs reprises, nous avons dénoncé certaines désignations qui relevaient plutôt du copinage politique que de la sélection objective. Dernièrement encore, des citoyens se sont insurgés contre des nominations "dites politiques". Nous n'avons jamais attaqué les personnes engagées car c'est la responsabilité du Collège de justifier ses choix. Par contre, nous avons dénoncé les procédures non transparentes.

Nous comprenons la situation difficile, angoissante dans laquelle se trouvent ces agents contractuels qui accomplissent leur travail de manière professionnelle. Mais nous ne pouvons vous suivre sur ce point. Pour une réelle administration moderne, transparente, il fallait des procédures de recrutement transparentes et équitables dès l'entrée en fonction de ces personnes."

Le **Directeur général adjoint** réprecise les modalités juridiques et administratives de la procédure proposée. Il insiste également sur le caractère dérogatoire de la procédure. Il s'agit, le rappelle-t-il, d'un choix du Collège communal et du CPAS qui devra être avalisé par la tutelle.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **B. MAT**, intervient à nouveau :

" Donc, vous nous garantisiez que le personnel communal actuel dispose de toutes les compétences pour exécuter ses différentes tâches."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, reste dubitative au sujet de la procédure proposée. Elle dénonce par ailleurs le manque de transparence du Collège communal dans les procédures de recrutement du personnel. Pour elle, le problème n'est pas neuf."

Le **Directeur général adjoint** lui donne à nouveau des explications au sujet de la procédure dérogatoire envisagée.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** conteste les propos de la conseillère. Il cite à cet égard des exemples de recrutements récents comme ceux des responsables pour l'Office du tourisme et pour l'informatique, qui ont fait l'objet de publications dans la presse. Il précise par ailleurs qu'à titre personnel, il n'a jamais voulu participer à un jury d'examen.

Par 27 voix pour, 3 voix contre et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant que, dans le cadre de la convention sectorielle 2005 – 2006 signée en date du 2 décembre 2008, le Gouvernement wallon a réaffirmé l'importance de la statutarisation au sein de la fonction publique;

Considérant que ladite convention intègre le pacte pour une fonction publique locale et provinciale solide et solidaire;

Considérant qu'en date du 7 septembre 2009, le Conseil communal a confirmé son adhésion audit pacte dont l'un des principes est d'améliorer le taux de statutarisation au sein des administrations, mais également de mieux valoriser les compétences du personnel communal;

Considérant que le programme de politique générale (déclaration de politique communale) 2012-2018 «Une ambition partagée, Bien vivre à Tournai», et le programme stratégique transversal 2013-2018 ont défini dans les objectifs stratégiques 7 «Agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance et de la participation» et 10 «Etre une administration orientée vers une gestion des ressources humaines de qualité» (volet interne), la volonté de valoriser le capital humain que représentent le personnel communal et ses connaissances/son expertise;

Considérant le statut administratif arrêté par le Conseil communal le 28 février 2011 et approuvé par l'autorité de tutelle le 31 mars 2011, notamment les conditions particulières de recrutement et de promotion, ainsi que l'organisation d'examens et de réserves conjointes à la Ville et au Centre public d'action sociale;

Considérant que le cadre du personnel arrêté par le Conseil communal le 28 février 2011 et approuvé par l'autorité de tutelle le 31 mars 2011 prévoit 71 agents de niveau A (chefs de bureau et attachés spécifiques);

Considérant que 6 agents sont nommés au grade de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A);

Considérant que la situation actuelle est la suivante :

- 32 agents contractuels occupent les fonctions de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A)
- plusieurs agents contractuels remplissent les conditions de recrutement de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A), mais sont engagés en qualité d'employé d'administration
- un agent nommé au grade d'employé d'administration remplit les conditions de recrutement de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A), mais pas les conditions de promotion
- plusieurs agents nommés réunissent les conditions pour être promus au grade de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A);

Considérant que des examens de niveau A n'ont plus été organisés depuis 1980 (appel par recrutement), hormis deux appels restreints (par promotion uniquement) en 1995 et 2000;

Considérant la décision du Collège communal du 18 novembre 2011 d'organiser en priorité les examens de niveau A dans le respect du cadre et du principe de la continuité des services publics;

Considérant que le grade de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A) est le grade de recrutement le plus élevé (excepté le niveau attaché A4 spécifique), les grades supérieurs étant accessibles par évolution et promotion;

Considérant qu'à ce jour, il convient de prévoir la nomination de chefs de bureau et d'attachés spécifiques (niveau A), afin de garantir la hiérarchie de l'administration et dans l'optique de la continuité du service public local;

Considérant que le statut administratif prévoit la procédure suivante pour le recrutement d'un chef de bureau administratif :

- être âgé(e) de vingt-quatre ans minimum au moment de la nomination,
- être titulaire d'un titre universitaire ou assimilé (licence - master au minimum),
- réussir l'examen comportant :

<u>1^{ère} épreuve écrite</u> : résumé et commentaire d'une conférence ou d'un texte lu de niveau universitaire	100 points
<u>2^{ème} épreuve écrite</u> : portant sur les matières suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Code de la démocratie locale et de la décentralisation,- Comptabilité communale (notions).- Loi organique des C.P.A.S. (notions)	50 points 25 points 25 points
<u>3^{ème} épreuve écrite</u> : portant sur les matières concernées par la fonction exercée, matières déterminées par le Collège communal, sur proposition du directeur général adjoint.	100 points
Tests psychotechniques (à titre indicatif)	
<u>4^{ème} épreuve orale</u> : tendant à déterminer les aptitudes du (de la) candidat(e) à diriger et à coordonner le service, à évaluer ses connaissances générales sur l'emploi postulé, son degré de maturité et son sens des relations humaines.	100 points
TOTAL	400 points

Chaque épreuve est éliminatoire. Pour être admis(e) à l'épreuve suivante, le (la) candidat(e) devra obligatoirement obtenir 50 % des points dans chaque épreuve.

Pour être déclaré(e) admissible, le candidat devra obtenir 60 % des points pour l'ensemble des épreuves, soit 240/400 points;

Considérant que le statut administratif prévoit que l'échelle A1, liée au grade de chef de bureau peut également être attribuée par promotion au (à la) titulaire de l'échelle D5, D6, C3 ou C4 pour autant que soient remplies les conditions suivantes :

- ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation qualifiée d'insuffisante,
- compter une ancienneté minimale de quatre ans à titre définitif dans les échelles D5 ou D6 ou C3 ou C4,
- avoir acquis une formation complète en sciences administratives,
- réussir l'examen prévu pour le recrutement;

Considérant qu'outre les chefs de bureau administratifs, le niveau A reprend également les fonctions de chef de bureau technique, bibliothécaire, spécifique et d'attaché spécifique A1 (juriste, médiateur pour

les sanctions administratives, conservateur de musée, attaché spécifique en droit, en sciences humaines, en informatique, en comptabilité, conseiller en mobilité, énergie, logement et environnement);

Considérant que pour ces catégories de personnel, les examens prévus au statut administratif se rapprochent des examens de chef de bureau administratif, comportant cependant quelques particularités eu égard à l'emploi technique ou spécifique;

Considérant que les procédures de recrutement et de promotion pourraient être simplifiées et organisées de manière conjointe avec le Centre public d'action sociale aux fins de réduire les coûts des épreuves pour les deux administrations et de créer des réserves communes;

Considérant qu'il pourrait être dérogé au statut administratif en vue de :

- limiter l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifier la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A);

Considérant que cette proposition permettrait de faire face rapidement à la problématique de hiérarchisation de l'administration;

Considérant que ces examens pourraient être organisés en 2015;

Considérant la réunion de négociation syndicale ayant eu lieu le 24 octobre 2014 au cours de laquelle la proposition de dérogation a été abordée;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 27 voix pour, 3 voix contre et 5 abstentions;

DECIDE :

de déroger au statut administratif quant à l'organisation d'examens en vue de constituer une réserve de recrutement et de promotion de chefs de bureau et d'attachés spécifiques (niveau A) commune à la Ville et au Centre public d'action sociale en :

- limitant l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifiant la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chef de bureau ou d'attaché spécifique (niveau A) telle que définie ci-après :

1/ Epreuve écrite (matières générales)

- Type d'examen : questions à choix multiples
- Nombre de points : /200
- Pourcentage de réussite requis : 50 %
- Epreuve éliminatoire

Matières proposées (cibler les chapitres adéquats pour chacune des matières)

- Code de la démocratie locale et de la décentralisation
- Loi organique des Centres publics d'action sociale
- Notions générales de finances
- Notions générales de marchés publics
- Questions de raisonnement
- Questions relatives à l'utilisation de la langue française

2/ Epreuve orale (spécifique)

- Portant sur l'évaluation des connaissances générales en rapport avec l'emploi postulé et tendant à déterminer les aptitudes du candidat à diriger et à coordonner le service, son degré de maturité et son sens des relations humaines.
- Mention requise : «satisfaisant».

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE

Se sont abstenus : M. A. PESIN, M. WILLOCOQ, M. B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

4. Convention supracommunalité avec la Province de Hainaut. Avenant. Approbation.

Madame **R. DESENCLOS-LECLERCQ** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Vous vous souviendrez que votre assemblée a marqué son accord lors de sa séance du 18 novembre 2013 sur la convention «supracommunalité» liant la Ville de Tournai à la province de Hainaut.

Celle-ci fait suite à l'obligation pour la Province, en exécution de la déclaration de politique régionale 2009-2014, de développer des actions de supracommunalité, dimension intégrée dans son plan stratégique et opérationnel sous l'axe «fournir un appui aux pouvoirs locaux dans une logique de supracommunalité et dans le contexte des bassins de vie».

Pour rappel, il s'agit, à travers ce projet, de mettre en évidence les services que peut rendre la Province aux pouvoirs locaux afin de développer des synergies dans les actions menées.

Sur base du guide de supracommunalité, la Province avait ainsi proposé à la Ville une série de collaborations visant la mutualisation de ressources et d'échanges d'expertises, en adéquation avec sa déclaration de politique communale «Une ambition partagée, bien vivre à Tournai» adoptée en séance du Conseil communal le 18 décembre 2012.

Pour rappel, cette volonté a de facto été traduite dans le programme stratégique transversal 2013-2018, voté par votre assemblée le 27 janvier 2014, sous l'objectif stratégique 7 «Agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance»; plus particulièrement l'objectif opérationnel 7.5/action 1 «Tournai, une commune partenaire – Accroître les relations avec la province de Hainaut», lesquels consistent à intensifier les relations notamment avec la province de Hainaut.

En 2015, afin de garantir la hiérarchie des services, ceci dans l'optique de continuité du service public local, la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale souhaitent constituer des réserves conjointes de recrutement et de promotion d'agents de niveau A en vue de procéder, par la suite, à la désignation de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques.

Pour ce faire, nous vous proposons, en cette même séance de déroger au statut administratif en vue de :

- limiter l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifier la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A).

Afin de rationaliser la procédure en réduisant les délais d'organisation des épreuves ainsi que l'impact budgétaire y lié, nous souhaitons confier à la province de Hainaut une partie de l'organisation des examens dont question – dans le cadre d'une relation «in house entre pouvoirs publics».

Pour ce faire, nous proposons d'établir un avenant à la convention «supracommunalité» et ainsi de compléter l'échéancier initialement défini dans la convention en 2013.

Il appartient dès lors à votre assemblée d'approuver les termes de cet avenant à la convention entre la Ville de Tournai et la Province de Hainaut."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, déclare ce qui suit :

" Nous sommes d'accord sur ce point. Confier à la Province l'organisation d'examens nous semble positif. La commune et le CPAS gagneront du temps et de l'argent."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant la délibération du Conseil communal du 18 novembre 2013 par laquelle la Ville de Tournai a marqué son accord sur la convention «supracommunalité» liant la Ville à la province de Hainaut;

Considérant que cette convention fait suite à l'obligation pour la Province, en exécution de la déclaration de politique régionale 2009-2014, de développer des actions de supracommunalité, dimension intégrée dans son plan stratégique et opérationnel sous l'axe «fournir un appui aux pouvoirs locaux dans une logique de supracommunalité et dans le contexte des bassins de vie»;

Considérant qu'il s'agit, à travers ce projet, de mettre en évidence les services que peut rendre la Province aux pouvoirs locaux afin de développer des synergies dans les actions menées;

Considérant que sur base du guide de supracommunalité, la Province avait ainsi proposé à la Ville de Tournai une série de collaborations visant la mutualisation de ressources et d'échanges d'expertises, en adéquation avec son programme de politique générale «Une ambition partagée, bien vivre à Tournai» adoptée en séance du Conseil communal le 18 décembre 2012;

Considérant, pour rappel, que cette volonté a été traduite dans le programme stratégique transversal 2013-2018, voté par le Conseil communal le 27 janvier 2014, sous l'objectif stratégique 7 «Agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance»; plus particulièrement l'objectif opérationnel 7.5/action 1 «Tournai, une commune partenaire – Accroître les relations avec la province de Hainaut», lesquels consistent à intensifier les relations notamment avec la province de Hainaut;

Considérant qu'en 2015, afin de garantir la hiérarchie des services, ceci dans l'optique de continuité du service public local, la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale souhaitent constituer des réserves conjointes de recrutement et de promotion d'agents de niveau A en vue de procéder, par la suite, à la désignation de chefs de bureau ou attachés spécifiques;

Considérant qu'il est proposé en même séance de déroger au statut administratif en vue de :

- limiter l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifier la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A);

Considérant qu'en vue de rationaliser la procédure en réduisant les délais d'organisation des épreuves ainsi que l'impact budgétaire y lié, la Ville et le Centre public d'action sociale souhaitent confier à la province de Hainaut une partie de l'organisation des examens dont question – dans le cadre d'une relation «in house entre pouvoirs publics»;

Considérant qu'il est dès lors proposé d'établir un avenant à la convention «supracommunalité» et ainsi de compléter l'échéancier initialement défini dans la convention en 2013;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de marquer son accord sur le projet d'avenant à la convention «supracommunalité», dont les termes suivent :

" Convention «supracommunalité» - Avenant n° 1

Entre :

La Ville de Tournai, rue Saint-Martin, 52 à 7500 Tournai, représentée par M. Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, et par M. Thierry LESPLINGART, directeur général adjoint, et

La province de Hainaut (ci-après dénommée la Province), représentée par M. Serge HUSTACHE, président du Collège provincial, et par M. Patrick MELIS, directeur général.

Préambule

Par une délibération du Conseil communal en date du 18 novembre 2013, la Ville de Tournai a approuvé les termes de la convention «supracommunalité» ayant pour objet d'établir un partenariat pour l'organisation d'activités supracommunales proposées par la province de Hainaut.

Considérant pour rappel :

- l'objectif opérationnel 1.2.2. du plan stratégique et opérationnel de la province de Hainaut, adopté par le Conseil provincial le 21 décembre 2012, consistant à «fournir un appui aux pouvoirs locaux dans une logique de supracommunalité et dans le contexte des bassins de vie»;
- la volonté de la Ville de Tournai, inscrite dans son programme de politique générale 2012-2018 «Une ambition partagée, bien vivre à Tournai», de mutualiser ses actions avec d'autres opérateurs publics afin de rendre un service public plus efficace, et notamment avec la province de Hainaut;
- l'objectif stratégique 7 «Agir pour remporter l'enjeu de la gouvernance» du programme stratégique transversal 2013-2018, adopté par le Conseil communal de la Ville de Tournai le 27 janvier 2014; plus particulièrement l'objectif opérationnel 7.5/action 1 «Tournai, une commune partenaire – Accroître les relations avec la province de Hainaut», lesquels consistent à intensifier les relations notamment avec la province de Hainaut.

Considérant qu'en 2015, la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale souhaitent constituer des réserves conjointes de recrutement et de promotion d'agents de niveau A en vue de procéder, par la suite, à la désignation de chefs de bureau ou attachés spécifiques, afin de garantir la hiérarchie des services, ceci dans l'optique de continuité du service public local.

Considérant qu'il est proposé en même séance de déroger au statut administratif en vue de :

- limiter l'appel par recrutement et promotion au personnel de l'administration communale et du Centre public d'action sociale étant dans les conditions de recrutement (diplôme) ou de promotion (grade, ancienneté, formation et évaluation) donnant accès à un emploi de niveau A au sein des deux administrations
- simplifier la procédure d'examen de recrutement et de promotion de chefs de bureau ou d'attachés spécifiques (niveau A)

Considérant que la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale souhaitent ainsi rationaliser la procédure en réduisant les délais d'organisation des épreuves ainsi que l'impact budgétaire y lié.

Considérant que l'article 3 de la convention «supracommunalité» prévoit que "... Le pouvoir local peut toutefois solliciter l'appui de la Province sous la forme d'autres activités. Dans ce dernier cas, le coordinateur de la supracommunalité instruit le dossier afin d'en évaluer la faisabilité et après accord du Collège provincial précise, le cas échéant, les conditions de mise en œuvre".

Considérant que la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale souhaitent confier à la Province une partie de l'organisation de l'examen (écrit) dont question, dans le cadre d'une relation «in house» entre pouvoirs publics, et dont l'intervention s'élèverait à 6.000,00 € maximum, à répartir entre les deux entités.

Considérant que l'organisation d'autres examens pourrait ultérieurement être confiée à la Province selon le même principe de rationalisation de la procédure.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

Le présent avenant a pour objet d'inscrire l'activité complémentaire suivante dans la convention "supracommunalité", comme suit :

Activités	Condition de mise en œuvre	Date de début	Durée	Fréquence	Répartition des coûts
Organisation d'examens	La Province élabore, à la demande et sur instruction de la Ville et du Centre public d'action sociale, la structure de l'examen et les items évaluatifs, qu'elle fait valider respectivement par le directeur général adjoint de la Ville et le directeur général du Centre public d'action	À la signature de l'avenant	Pendant la durée de la convention	Sans objet	La ville participe à raison de 6.000,00 € aux frais de procédure. Elle s'entendra avec le Centre public d'action sociale pour la répartition des frais en fonction du nombre de candidats de

	<p>sociale et les personnes qu'ils désignent.</p> <p>La Province corrige l'examen pour lequel elle transmet un rapport final respectivement au directeur général adjoint de la Ville et au directeur général du Centre public d'action sociale.</p>				chaque administration.
--	---	--	--	--	------------------------

Article 2 :

Les autres articles de la convention restent d'application.

Fait en trois exemplaires, ce".

Monsieur le Conseiller communal **G. DENONNE** sort de séance.

5. Saison hivernale 2014. Stratégie événementielle de la Ville de Tournai. Convention de partenariat avec l'intercommunale de développement (IDETA).

Madame l'Echevine **L. DEDONDER** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Dans son programme de politique générale «Bien vivre à Tournai, une ambition partagée», la Ville a souhaité insuffler une politique événementielle ambitieuse durant la période des fêtes de fin d'année.

La volonté est de positionner un événement d'envergure internationale tirant pleinement profit de son patrimoine Unesco et de son identité de «Ville d'Art et d'Histoire».

Cet événement doit également s'inscrire dans la stratégie événementielle de la Wallonie picarde visant à faire promouvoir l'attractivité du territoire par des événements ambassadeurs.

Voici le projet de programme «Tournai Féeries» prévu dans le cadre des fêtes de fin d'année pour la période du vendredi 12 décembre au mardi 30 décembre 2014, établi provisoirement comme suit :

DATE	EVÈNEMENT	LIEU	A CONFIRMER
Vendredi	Inauguration des féeries :	Grand Place	Néant

12 décembre 2014	- Inauguration du sapin - Inauguration du marché de Noël - Inauguration du chapiteau spectacles (spectacle)	+ Halle-aux-Draps	
Dès le vendredi 12 décembre 2014	Un fragment de forêt sur la Grand Place et éclairage du sapin (un sapin de 16 m + socle en écorce + rideau d'arbustes)	Grand Place	Néant
Du vendredi 12 (16 h) au dimanche 14 décembre 2014	Marché de Noël	Halle-aux-Draps	Néant
Du vendredi 12 au dimanche 21 décembre 2014	Chapiteau spectacles Du 15 au 19 décembre 2014 : * avant et après-midi : spectacle «enfants» pour les écoles * certains soirs : spectacle «adultes» Samedi 20 décembre : microspectacles pour les enfants	Grand Place (devant l'Eglise)	Samedi 13 et dimanche 14 décembre : * après-midi : spectacle et/ou atelier «enfants» *soir : spectacle «adultes»
Du vendredi 19 au samedi 20 décembre 2014	Lancement des féeries lumineuses	Grand Place	Néant
Samedi 20 et dimanche 21 décembre 2014	Bar à champagne et bar à huîtres	Grand Place	* Inauguration samedi 20 décembre 2014 : animations déambulatoires : échassiers, fanfare du Collège Notre-Dame, Fanfare Jeanne part en voyage,... * spectacles : Conservatoire, Mômes Circus, Danse et Compagnie, Magie burlesque, chorale, conte pour enfants, techniques de cirque, Maison de la Marionnette, Cabaret wallon et Filles Celles Picardes
De jeudi 18 au 24 décembre 2014	Halles de Noël (Association des commerçants)	Halle-aux-Draps	Néant
Samedi 27 décembre 2014	Journée Martine	Cour d'honneur de l'Hôtel de Ville –	Néant

		Musée des Beaux-Arts	
Du vendredi 19 au 30 décembre 2014	Scénographie lumineuse	Grand Place	Néant
Remarque : pas d'organisation d'une parade compte tenu des contraintes budgétaires			

Ce projet est établi selon trois temps forts :

- inaugurations : du sapin, du marché de Noël et du chapiteau (spectacles)
- lancement des féeries lumineuses
- journée «Martine».

Notre volonté est d'organiser ces manifestations dans le cadre de partenariats financiers et/ou organisationnels avec, entre autres, l'agence intercommunale IDETA (scénographie lumineuse, décoration du sapin et promotion de l'événement), qui a bénéficié des moyens européens Fonds européen de développement régional (FEDER) octroyés pour la mise en œuvre du projet FEDER «Wapi Event» se clôturant le 31 décembre 2014.

Nous vous proposons de marquer votre accord sur le projet de convention à conclure entre la Ville de Tournai et l'agence intercommunale de développement IDETA, qui détermine les missions et charges des deux parties."

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, intervient d'emblée comme suit :

" Vous annoncez un programme renouvelé pour les fêtes de fin d'année dans le cœur de ville. Exit le cuberdon géant, les structures gonflables, les chalets, le repère des rennes, chalet géré par le club de handball pour lequel vous n'avez proposé aucune solution de rechange. Cette décision unilatérale laisse les organisateurs dans un profond désarroi. Décembre 2014, place à un chapiteau de cirque, un show laser et un sapin bétonné sur la grand place. Il est vrai que vu l'état de celle-ci, une chape de béton ne risque pas de dénaturer le site. Lorsqu'on épluche les chiffres de ces activités, plus spécifiquement les sources de financement, même si effectivement il s'agit d'une convention avec l'intercommunale IDETA, on constate que 120.800,00 € seront puisés sur les fonds du programme wallon de développement rural 2007-2013 et 30.200,00 € seront à charge de la Ville. Vous reconnaissez que la politique menée en cette matière a été faible pour ne pas dire insignifiante et que vous décidez aujourd'hui de prélever une somme de 120.800,00 € destinés aux villages pour créer en toute hâte en ville des festivités de fin d'année. Nous nous posons de sérieuses questions quant à la légalité d'un tel procédé. Ne devrez-vous pas rembourser ces subsides utilisés pour toute autre chose que la destination première ? Est-ce vraiment cela la bonne gouvernance et la bonne utilisation des fonds européens ?

Permettez-moi au nom du cdH de vous dire que nous ne partageons pas cette politique de bricolage. Oui à des festivités dignes de ce nom, non à une méthodologie financière douteuse.

Nous aimerions également savoir quelle est la nature de l'intervention des commerçants dans ce projet."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait la déclaration suivante :

" Le programme présenté par la Ville pour la période de Noël nous satisfait en partie, mais pas totalement. Nous relevons les spectacles pour enfants, la participation de groupes musicaux et autres ateliers et artistes locaux pour animer notre Ville. Tout cela est très positif et ne coûte pas une fortune à la Ville. Mais nous sommes beaucoup plus réticents face au projet très coûteux des féeries lumineuses qui sera, en grande partie, payé par des fonds européens destinés au développement rural. "Une queue de budget" qui s'élève pour IDETA à plus de 120.000,00 € destinés à des événements WAPI en développement rural. Cela nous étonne d'abord qu'IDETA ait laissé une "queue de budget" aussi importante alors que la promotion de la ruralité en Wallonie picarde devrait rester une priorité. En admettant que cette queue de budget soit aussi importante, il était possible de mettre en évidence la ruralité lors des fêtes de fin d'année.

Nombre de producteurs locaux de produits de bouche, d'artisans et d'artistes auraient pu être soutenus par un événement plus durable à Tournai et dans d'autres centres urbains et villages de la région. Il était possible de monter une opération de partenariat avec nombre d'acteurs de communes voisines, de villages, pour mettre en évidence les ressources rurales. Nous aurions ainsi aidé des acteurs ruraux touchés par la crise économique comme beaucoup de nos concitoyens. Le show laser dans le centre-ville de Tournai n'aidera pas le développement rural dans notre région. Il ne sera qu'illusion de quelques heures.

Nous nous abstiendrons donc sur ce point."

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, répond à ces interventions :

" Je précise d'emblée que l'enveloppe consacrée par la Ville de Tournai est inchangée par rapport à l'an dernier. Effectivement, nous avons pu trouver à IDETA une enveloppe qui émane des fonds européens attribués à la maison du tourisme. Avec ce budget-là et celui de la ville, nous allons pouvoir faire quelque chose d'important pour la redynamisation du centre-ville.

Il ne s'agit pas de fonds alloués au développement rural, mais d'une enveloppe attribuée à la maison du tourisme. A propos de l'utilisation de cette queue de budget, aucune autre ville n'avait de projet. Il était logique que cette enveloppe revienne à Tournai en raison de son patrimoine.

Quand vous parlez de bricolage ou de légalité, je ne comprends pas bien."

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, reprend la parole :

" Nous ne sommes pas contre le show laser. Mais cette enveloppe aurait dû normalement être utilisée pour la ruralité et pas pour la ville."

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, lui répond en ces termes :

" Ce sont des fonds alloués à l'IDETA – secteur valorisation du territoire, dont fait partie la maison du tourisme. Il a été proposé d'affecter cette enveloppe à Tournai. Je le répète, il s'agit d'une queue de budget. Evidemment que c'est légal. Cela a été voté à l'unanimité au Conseil d'administration de l'intercommunale où la plupart d'entre vous ont des représentants. Lesdits représentants n'ont formulé aucune remarque au sujet de la légalité.

Il s'agit d'une enveloppe liée à la valorisation du territoire et à la maison du tourisme, donc destinée au tourisme. Tournai est une ville touristique, avec deux monuments classés à l'UNESCO. Autour de ceux-ci, nous allons réaliser un show pour attirer un maximum de touristes, mais avant tout pour améliorer le cadre de vie des gens et leur donner du rêve.

Nous y travaillons depuis de nombreux mois avec les commerçants. Le secteur HORECA de la Grand Place a été sollicité et va y participer, tout comme l'association des commerçants. Celle-ci fera quelque chose dans le piétonnier. L'association des commerçants de la rue de Courtrai organisera une animation dans sa rue.

Les spectacles seront gratuits. C'était une volonté : on donne du rêve et tout est gratuit. Cela ne coûtera rien au citoyen. Le marché de Noël à la Halle-aux-Draps sera prolongé. Cette fois, il aura lieu sur deux week-ends et demi. Pendant une partie de la semaine, les artisans locaux seront mis à l'honneur. La Wallonie picarde sera valorisée. Des animations seront prévues pour les enfants.

Le but est de faire rêver les petits et les grands et de nous sortir de cette morosité ambiante. En ce qui concerne le chalet des rennes, confié au club "l'Estudiantes", cela, j'avais dit qu'il serait compliqué de le réinstaller, dès lors qu'il n'y avait plus de chalets. Nous avons associé un maximum de partenaires. Les animations se feront avec les associations locales.

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, précise que son intervention concernait avant tout le mode de financement du show laser par un programme de développement rural, comme indiqué dans le dossier.

Madame l'Echevine PS, **L. DEDONDER**, rappelle que les fonds mobilisés proviennent de la valorisation du territoire et plus particulièrement du développement touristique. Pour elle, tout est donc légal. Pour le reste, elle précise que cette nouvelle formule aura le mérite de tenter de redynamiser le centre-ville par le rêve et la lumière, en s'écartant du traditionnel marché de Noël qui a fait l'objet de critiques.

Pour Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, "il fallait prendre un tournant, et vous l'avez fait. Mais n'oublions pas que nous sommes dans une région rurale. Il est donc possible de faire du tourisme rural." Elle précise, par ailleurs, que le représentant ECOLO n'a pas participé au Conseil d'administration d'IDETA qui a pris la décision.

Madame la Conseillère communale MR, **C. GUISET-LEMOINE**, précise qu'elle a participé à ce Conseil d'administration et qu'elle a voté ce point. "Tout s'est fait dans la plus grande transparence" dit-elle pour conclure.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, justifie son vote positif par cohérence avec son vote au Conseil d'administration d'IDETA. Il votera donc ce point. "Dans cette période morose, un peu de rêve ne fait pas de tort" dit-il. Il concède néanmoins que l'origine des fonds ne lui était pas apparue clairement lors du vote à IDETA.

Par 29 voix pour et 5 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'il est impératif de placer la Ville de Tournai sur la carte des grands événements annuels, à l'instar des grands projets développés dans les grandes villes européennes, qui permettent de médiatiser et d'attirer un nouveau public pendant des périodes déterminées;

Considérant que l'objectif est de travailler l'image de la Ville afin d'obtenir des retombées touristiques et commerciales;

Considérant que la stratégie employée se base sur plusieurs critères :

- le côté innovant et très spectaculaire d'une mise en lumière dynamique (un grand spectacle lumière et laser sur la Grand-Place)
- la dimension humaine et participative
- le côté rassemblement et festif
- la participation des commerces
- un plan stratégique établi en collaboration avec la Ville et l'agence intercommunale de développement IDETA
- un plan marketing dynamique en associant les médias
- un soutien de sponsors
- un déploiement de parades festives afin d'animer les rues commerçantes;

Considérant le projet de programme «Tournai Féeries» prévu dans le cadre des fêtes de fin d'année pour la période du vendredi 12 au mardi 30 décembre 2014, établi provisoirement comme suit :

DATE	EVÈNEMENT	LIEU	A CONFIRMER
Vendredi 12 décembre 2014	Inauguration des féeries : - Inauguration du sapin - Inauguration du marché de Noël - Inauguration du chapiteau spectacles	Grand Place + Halle-aux-Draps	Néant
Dès le vendredi 12 décembre 2014	Un fragment de forêt sur la Grand Place et éclairage du sapin (un sapin de 16 m + socle en écorce + rideau d'arbustes)	Grand Place	Néant
Du vendredi 12 (16 h) au dimanche 14 décembre 2014	Marché de Noël	Halle-aux-Draps	Néant
Du vendredi 12 au dimanche 21 décembre 2014	Chapiteau spectacles Du 15 au 19 décembre 2014 : * avant et après-midi : spectacle «enfants» pour les écoles * certains soirs : spectacles «adultes» Samedi 20 décembre 2014 : microspectacles pour les enfants	Grand Place (devant l'église)	Samedi 13 et dimanche 14 décembre 2014 : * après-midi : spectacles et/ou ateliers «enfants» * soir : spectacles «adultes»
Du vendredi 19 au samedi 20 décembre 2014	Lancement des féeries lumineuses	Grand Place	Néant
Samedi 20 et dimanche 21 décembre 2014	Bar à champagne et bar à huîtres	Grand Place	* Inauguration samedi 20 décembre 2014 : animations déambulatoires :

			échassiers, fanfare du collège Notre-Dame, Fanfare Jeanne part en voyage,... * spectacles : conservatoire, Mômes Circus, Danse et Compagnie, magie burlesque, chorale, contes pour enfants, techniques de cirque, maison de la marionnette, Cabaret wallon et Filles Celles Picardes
De jeudi 18 au 24 décembre 2014	Halles de Noël (Association des commerçants)	Halle-aux-Draps	Néant
Samedi 27 décembre 2014	Journée Martine	Cour d'honneur de l'Hôtel de Ville – Musée des Beaux-Arts	Néant
Du vendredi 19 au 30 décembre 2014	Scénographie lumineuse	Grand Place	Néant
Remarque : pas d'organisation d'une parade compte tenu des contraintes budgétaires			

Considérant que ce projet est établi selon trois temps forts :

- inaugurations : du sapin, du marché de Noël et du chapiteau (spectacles)
- lancement des fêtes lumineuses
- journée «Martine»;

Considérant la volonté d'organiser ces manifestations dans le cadre de partenariats financiers et/ou organisationnels, avec, entre autres, l'agence intercommunale de développement IDETA (scénographie lumineuse, décoration du sapin, promotion de l'événement), qui a bénéficié des moyens européens FEADER octroyés pour la mise en œuvre du projet Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) «Wapi Event» se clôturant le 31 décembre 2014;

Considérant qu'un projet de convention détermine les missions et charges des deux parties;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 29 voix pour et 5 abstentions;

MARQUE :

son accord sur les termes de la convention à conclure, dans le cadre de partenariats financiers et organisationnels, entre la Ville de Tournai et l'agence intercommunale de développement IDETA pour les fêtes de fin d'année 2014 (scénographie lumineuse, décoration du sapin, promotion de l'événement) :

" 1. PARTENAIRES

Entre, d'une part,

La commune de Tournai, agissant en vertu d'une délibération de son Conseil communal en date du 1^{er} décembre 2014, représentée par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction Maïorale Paul-Olivier DELANNOIS et Monsieur le Directeur général adjoint Thierry LESPLINGART en exécution d'une délibération du conseil communal du,
Ci-après dénommée «**Ville de Tournai**»

Et, d'autre part,

IDETA scrl, Agence intercommunale de développement, représentée par M. Pierre VANDEWATTYNE, Directeur général, et par M. Nicolas PLOUVIER, Directeur de la Valorisation du Territoire,
Ci-après dénommée «**IDETA**»,

Lesquelles, pour autant que de besoin, pourront être conjointement dénommées les «**parties**».

2. RETROACTES

Dans le cadre de la déclaration de politique communale, la Ville souhaite insuffler une politique événementielle ambitieuse durant la période des fêtes de fin d'année.

La Ville de Tournai désire ainsi positionner un événement d'envergure internationale tirant pleinement profit de son patrimoine Unesco et de son identité de «Ville d'Art et d'Histoire».

Cet événement doit également s'inscrire dans la stratégie événementielle de la Wallonie Picarde visant à faire monter en gamme des événements ambassadeurs du territoire.

Cette politique événementielle correspond pleinement à la philosophie des moyens européens Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) qui ont été octroyés à l'IDETA pour la mise en œuvre du projet FEADER «Wapi Event» se clôturant au 31 décembre 2014.

Des moyens FEADER s'élevant à 120.800,00 € TVA comprise sont encore mobilisables par l'intercommunale; il a, en conséquence, été proposé par son Comité de direction du 9 septembre 2014 de mobiliser les moyens non consommés à la mise en œuvre d'une politique événementielle ambitieuse durant la période des fêtes de fin d'année.

Au regard du mécanisme de cofinancement du FEADER, il est nécessaire qu'un opérateur public prenne en charge 20 % du montant total du marché.

Dès lors, 80 %, soit 120.800,00 € TVA comprise, seront pris en charge par le cadre du Programme Wallon de Développement Rural 2007-2013 – Mesure 313 – Projet WAPI EVENT se clôturant le 31 décembre 2014 et 20 %, soit 30.200,00 € TVA comprise, seront financés par la ville.

Il en résulte que l'enveloppe budgétaire mise à disposition pour la réalisation des marchés nécessaires à la mise en œuvre de cette politique événementielle atteint un montant total de 151.000,00 €.

La stratégie souhaitée sera basée sur différents critères essentiels :

- le côté innovant et très spectaculaire d'une mise en lumière dynamique;
- la dimension humaine et participative;
- le côté rassembleur et festif de l'événement;
- la participation des associations locales et des commerçants de la Ville;
- un plan marketing dynamique et l'association des médias.

Le plan stratégique sera dès lors établi en coorganisation entre la Ville de Tournai et l'Ideta afin de proposer durant la période du 19 au 30 décembre 2014 :

- un grand spectacle lumières/lasers/son sur la Grand Place;
- des spectacles technologiques en soirée;
- la définition de la participation active des commerçants;
- la création d'un plan marketing avec la Ville et l'Ideta.

Plus précisément, un grand spectacle lumières/lasers/son sera organisé sur la Grand Place de Tournai durant une période de 10 jours à savoir du 19 au 30 décembre 2014.

Le concept global visera à apporter une scénographie complémentaire au spectacle lumières/lasers/son et par la mise en œuvre d'animations diurnes et en soirée en synergie avec les associations locales.

En résumé, la réalisation de la stratégie événementielle de la saison hivernale 2014 de la Ville de Tournai s'inscrit dans une volonté plus globale de développement territorial. Elle viendra par sa qualité se greffer à l'offre promue par le portail web www.visitwapi.be. Elle favorisera le rayonnement de la Ville de Tournai sur le plan touristique et événementiel et permettra ainsi de la positionner sur l'échiquier très concurrentiel des festivités hivernales.

3. CONVENTION

C'EST DANS CE CONTEXTE QUE LES PARTIES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} - Objet

Dans le cadre de leur volonté commune de mettre sur pied une politique événementielle ambitieuse pour Tournai durant la période des fêtes de fin d'année 2014/2015, la Ville de Tournai et l'IDETA s'engagent à collaborer pour la réalisation des objectifs suivants :

- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un plan "stratégie événementielle" de la saison hivernale 2014 (période entre le 19 et le 30 décembre 2014) de la Ville de Tournai : désignation d'un

- coordinateur artistique, la création du concept «Féeries de Tournai», la définition de la participation active des commerçants, la recherche de sponsoring privé,....
- la réalisation d'un show laser artistique pour la saison hivernale 2014 de la ville de Tournai.

Les parties assumeront la qualité de coorganisateur des événements qui se dérouleront dans le cadre des objectifs définis ci-avant.

Article 2 : missions d'IDETA

Dans le cadre des objectifs définis à l'article 1^{er}, l'IDETA assumera les tâches suivantes :

- 1) Prendre toutes dispositions utiles, sans rien excepté ni réservé, pour mener à leur terme et en qualité de pouvoir adjudicateur les procédures de marchés publics en vue de la désignation des prestataires chargés de :
 - L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un plan "stratégie événementielle" de la saison hivernale 2014 (période entre le 19 et le 30 décembre 2014) de la Ville de Tournai : désignation d'un coordinateur artistique, la création du concept «Féeries de Tournai», la définition de la participation active des commerçants, la recherche de sponsoring privé,
 - La réalisation d'un show laser artistique du 19 au 30 décembre 2014 sur la Grand Place,
- 2) Assurer en parfaite collaboration avec la ville de Tournai le suivi de l'exécution desdits marchés,
- 3) Veiller à respecter l'enveloppe budgétaire globale prévue pour l'événement, soit 151.000,00 €,
- 4) Transmettre à la Ville de Tournai l'ensemble des mentions et logos obligatoires liés au projet FEADER WAPIEVENT (à savoir le drapeau européen et le logo Wallonia.be – Tourisme) à apposer sur l'ensemble des moyens de communication et de promotion produits.

Article 3 : missions de la Ville

Dans le cadre des objectifs définis à l'article 1^{er}, la Ville de Tournai assumera les tâches suivantes :

- 1) Prévoir les moyens budgétaires nécessaires au paiement de la déclaration de créance établie en exécution de l'article 4 de la présente convention.
- 2) Désigner un gestionnaire de projet chargé d'assurer le pilotage du plan "stratégie événementielle" et plus particulièrement la coordination nécessaire à l'exécution dudit plan et à la mise en œuvre du show laser visés à l'article 2. Ce gestionnaire aura pour fonction la :
 - Coordination sécurité, police, assurances.
 - Coordination avec les services communaux.
 - Coordination des asbl.
 - Coordination des commerçants.
- 3) Assurer l'organisation de la promotion de l'événement.
- 4) Faire apparaître la totalité des mentions et logos obligatoires (liés au projet FEADER WAPIEVENT, à savoir le drapeau européen et le logo Wallonia.be - Tourisme) sur l'ensemble des moyens de communication et de promotion produits (affichage, presse écrite, radio, TV, web, communication interne).

Article 4 : coût à charge de la Ville

La Ville de Tournai s'engage à rembourser à l'IDETA, sur base d'une déclaration de créance appuyée de pièces justificatives, 20 % du montant des marchés visés à l'article 2 et ce à concurrence d'un montant maximal de 30.200,00 € TVA comprise.

Aucun honoraire n'est dû à l'IDETA pour les missions qu'elle assume en exécution de la présente convention.

Article 5 - litige

Tout litige relatif à l'application de la présente convention sera soumis aux juridictions de l'arrondissement judiciaire de Tournai.

Fait en 2 exemplaires originaux, chaque partie déclarant avoir reçu le sien, à Tournai, le 2014"

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : M. A. PESIN, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. B. MAT, Mmes H. CLEMENT-COUPLET, C. LADAVID.

Monsieur le Conseiller communal **G. DENONNE** rentre en séance.

6. ASBL "Hub créatif de Wallonie picarde". Adhésion de l'académie des Beaux-Arts de Tournai (école supérieure des arts). Statuts. Approbation.

Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'agence intercommunale de développement (IDETA) a répondu à un appel à projets lancé par le programme Creative Wallonia concernant le développement de Hubs créatifs (points centraux) en Wallonie picarde.

Ce projet consiste à créer un carrefour regroupant l'ensemble des forces vives dans divers domaines créatifs. Structurellement, le Hub agit comme une sorte de réseau associatif permettant de mettre en valeur chacun des acteurs dans son domaine d'activités.

La déclaration de politique communale reconnaît à Tournai le statut de ville intelligente, créative et innovante.

Cette démarche s'inscrit dans une logique de développement et dans la dynamique de "Tournai : Smart City" et plus particulièrement de TechniCité (quartier Saint-Piat) et permettrait d'obtenir des financements européens : FEDER (Fonds européens de développement régional), FSE (Fonds structurels européens), European Creative Districts.

IDETA, qui cherchait des partenaires dans le cadre de ce projet, a sollicité l'académie des Beaux-Arts de Tournai, dont le directeur a émis le souhait d'adhérer au projet et à l'ASBL "Hub créatif de Wallonie picarde" qui s'y rapporte.

En séance du 12 septembre 2014, nous avons autorisé le partenariat entre IDETA et l'académie des Beaux-Arts.

En séance du 14 novembre 2014, nous avons autorisé l'Académie des Beaux-Arts à se présenter en tant que membre effectif de catégorie B au sein de l'ASBL "Hub créatif de Wallonie picarde.

Cette adhésion s'élèverait à un maximum de 500,00 € (article 11 des statuts).

Nous vous invitons à autoriser l'académie des Beaux-Arts de Tournai à devenir membre adhérent (catégorie B) de l'ASBL " Hub créatif de Wallonie picarde "et à approuver les statuts de cette ASBL."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Délibérant à huis clos et au scrutin secret;

Vu l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant le projet de création de Hubs créatifs en Wallonie picarde introduit par IDETA (agence intercommunale de développement);

Considérant que ce projet consiste à créer un carrefour regroupant l'ensemble des forces vives dans divers domaines créatifs et que, structurellement, le Hub agit comme une sorte de réseau associatif permettant de mettre en valeur chacun des acteurs dans son domaine;

Considérant que la déclaration de politique communale reconnaît à Tournai le statut de ville intelligente, créative et innovante;

Considérant que cette démarche s'inscrit dans une logique de développement et dans la dynamique de "Tournai : Smart City" et plus particulièrement de TechniCité (quartier Saint-Piat) et permettrait d'obtenir des financements européens : FEDER (Fonds européens de développement régional), FSE (Fonds structurels européens), European Creative Districts;

Considérant le souhait d'IDETA de voir l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) adhérer à cette structure en intégrant l'ASBL "Hub créatif de Wallonie picarde";

Considérant la décision du Collège communal du 12 septembre 2014 qui a autorisé le partenariat entre l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) de Tournai et IDETA dans le cadre de ce projet;

Considérant la décision de Collège communal du 14 novembre 2014 autorisant l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) à se présenter en tant que membre effectif de catégorie B au sein de l'ASBL "Hub créatif de Wallonie picarde";

Considérant que cette adhésion représenterait une cotisation maximum de 500,00 € par an;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

AUTORISE :

l'académie des Beaux-Arts de Tournai (école supérieure artistique) à devenir membre effectif (catégorie B) de l'ASBL "Hub créatif de Wallonie picarde";

APPROUVE :

les statuts de ladite ASBL :

"

TITRE I

DE LA DENOMINATION – DU SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1^{er}

L'association prend pour dénomination : "Hub créatif de Wallonie picarde", association sans but lucratif ou ASBL.

Tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant des associations sans but lucratif doivent mentionner la dénomination de l'association, précédée ou suivie immédiatement des mots «association sans but lucratif» ou du sigle «ASBL», ainsi que de l'adresse du siège de l'association.

Article 2

Son siège social est établi au quai Saint-Brice, 35 à 7500 Tournai dans l'arrondissement judiciaire de Tournai. L'adresse de ce siège ne peut être modifiée que par une décision de l'assemblée générale conformément à la procédure légalement prévue en cas de modification statutaire. La publication de cette modification emporte dépôt des statuts modifiés coordonnés au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent.

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

TITRE II

DU BUT SOCIAL POURSUIVI

Article 3

L'association vise, de manière générale, la transformation de l'économie régionale en économie créative. Cet objet s'applique à l'échelle du territoire de la Wallonie et plus spécifiquement à la Wallonie picarde en intégrant une dimension globale dans l'appréhension de ces enjeux. L'association intégrera dans ses actions une dimension internationale forte permettant à son écosystème d'être tissé dans un environnement global connecté.

Dans ce cadre, l'association mettra en place les conditions favorables à l'innovation ouverte, l'hybridation transdisciplinaire, interdisciplinaire ou l'intelligence collective et développera des initiatives d'animation économique, de formation, d'animation territoriale mais aussi d'échange, d'expérimentation, de partage d'expériences et d'association de personnes diverses réunies sur base d'une logique de réseau.

Article 4

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

L'association peut mener des activités lucratives accessoires pour autant que les produits de ces activités soient affectés à la réalisation de son but non lucratif ou à des investissements y concourant.

TITRE III

DES MEMBRES

Section I - Admission

Article 5

L'association est composée de membres de deux catégories, qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales :

- Les membres effectifs de catégorie A
- Les membres effectifs de catégorie B qui désirent bénéficier des échanges d'informations, des formations, des manifestations et activités, et plus généralement, des services et de l'esprit d'association sans en assumer les charges de gestion.

Le nombre des membres effectifs A et B ensemble ne peut être inférieur à trois.

En dehors des prescriptions légales, les membres effectifs jouissent des droits et sont tenus des obligations qui sont précisés dans le cadre des présents statuts. Seules les modalités de l'exercice de ces prérogatives ou obligations pourront figurer dans le règlement d'ordre intérieur.

Les candidatures des membres effectifs seront reçues par le conseil d'administration qui les proposera à l'assemblée générale. L'assemblée générale sera la seule habilitée à admettre de nouveaux membres effectifs par vote à la majorité simple.

Article 6

§ 1. Sont membres effectifs A et B :

- les comparants au présent acte :

IDETA SCRL A

IEG SCRL A

CHOQ ASBL

CULTURE.WAPI ASBL

MULTITEL ASBL
E-CAMPUS ASBL
C.C.I.H.O ASBL
CENTRE TERRE ET PIERRE ASBL
CRIE ASBL
FAMAWIWI Fondation
ACADEMIE DES BEAUX ARTS
HOCCINVEST
ADISIF
MAISON DE LA CULTURE DE TOURNAI

- Toute personne morale ou physique dont la candidature sera admise, après proposition du conseil d'administration à l'assemblée générale, par vote à la majorité simple.
- Les personnes morales désigneront un membre chargé de les représenter au sein de l'association et un suppléant chargé de le représenter en cas d'absence.

§ 2. Le candidat effectif non admis ne peut se représenter qu'après une année à compter de la date de la décision du conseil d'administration.

Section II - Démission, exclusion, suspension

Article 7

Les membres effectifs, quelle qu'en soit la catégorie, peuvent donner leur démission à tout moment par l'envoi d'une lettre recommandée adressée au conseil d'administration de l'association. Dans ce cas, la démission prend effet un mois après sa date de dépôt à la poste.

L'exclusion d'un membre effectif ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le non-respect des statuts, le défaut de paiement des cotisations au plus tard dans le mois du rappel adressé par lettre recommandée à la poste, le défaut d'être présent, représenté ou excusé à trois assemblées générales consécutives, les infractions graves au règlement d'ordre intérieur, aux lois de l'honneur et de la bienséance, les fautes graves, agissements ou paroles, qui pourraient entacher l'honorabilité ou la considération dont jouit l'association, le décès, la faillite, sont des actes qui peuvent conduire à l'exclusion d'un membre ou d'un adhérent.

Le conseil d'administration peut suspendre les membres visés, jusqu'à décision de l'assemblée générale.

Article 8

Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les créanciers, les héritiers ou ayants droit du membre décédé ou failli (pour une personne morale) n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni remboursement des cotisations, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Article 9

Le conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921.

Article 10

Les membres ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

TITRE IV **DES COTISATIONS**

Article 11

Le montant de la cotisation est fixé annuellement par l'assemblée générale.

Membres effectifs A : le montant de la cotisation annuelle ne pourra être inférieur à cinq cents euros ni supérieur à dix mille euros.

Membres effectifs B : le montant de la cotisation ne pourra être supérieur à cinq cent euros.

TITRE V **DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Article 12

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs A et B de l'association.

Article 13

L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

- les modifications aux statuts sociaux
- la nomination et la révocation des administrateurs
- le cas échéant, la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les cas où une rémunération est attribuée
- la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires, le cas échéant
- l'approbation des budgets et des comptes
- la dissolution volontaire de l'association
- les exclusions de membres
- la transformation de l'association en société à finalité sociale
- toutes les hypothèses où les statuts l'exigent.

Article 14

Il doit être tenu au moins une assemblée générale ordinaire chaque année, dans le courant du premier semestre.

L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision du conseil d'administration, notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs A et B (personne morale). Une telle demande devra être adressée au conseil d'administration par lettre recommandée à la poste au moins trois semaines à l'avance.

Article 15

Tous les membres doivent être convoqués à l'assemblée générale par le conseil d'administration par lettre ordinaire, courriel ou fax adressé au moins huit jours avant. La lettre ordinaire ou le fax sera signé

par le secrétaire ou le président au nom du conseil d'administration. Le courriel sera transmis avec accusé de réception par le secrétaire ou le président.

La convocation mentionne les jours, heure et lieu de la réunion.

L'ordre du jour est également mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un cinquième des membres A ou B doit être portée à l'ordre du jour.

Article 16

Chaque membre effectif A et B a le droit d'assister à l'assemblée générale. Le membre (personne morale) devra être représenté par la personne physique désignée pour être son représentant au sein de l'association et porteur de la procuration prévue à cet effet.

Le Conseil d'administration peut inviter toute personne à tout ou partie de l'assemblée générale en qualité d'observateur ou de consultant.

Article 17

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, à défaut par l'administrateur présent le plus âgé.

Article 18

L'assemblée générale peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, sauf les exceptions prévues par la loi ou les présents statuts. Les décisions de l'assemblée générale sont adoptées à la majorité simple des votes régulièrement exprimés, sauf dans les cas où il est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur, qui le remplace, est prépondérante.

En cas de partage lors d'un vote à scrutin secret, la proposition est rejetée.

Sont exclus des quorums de vote et de majorité : les votes blancs, nuls ainsi que les abstentions.

Lorsque le quorum de présence n'est pas atteint à la première assemblée générale dûment convoquée, une seconde réunion de l'assemblée ne peut être tenue moins de 15 jours après l'envoi de la seconde convocation. La décision sera alors définitive, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés lors de l'assemblée générale, sous réserve de l'application in casu des dispositions légales.

Article 19

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts, sur l'exclusion des membres ou sur la transformation en société à finalité sociale que conformément aux conditions spéciales de quorum de présences et de majorité requises par la loi du 27 juin 1921 relative aux associations sans but lucratif.

Article 20

Les décisions de l'assemblée sont consignées dans un registre de procès-verbaux contresignés par le président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre, après requête écrite au conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Toutes modifications aux statuts sont déposées, en version coordonnée, au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiées, par les soins du greffier et par extraits, aux annexes du Moniteur comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

TITRE VI

DE L'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

Article 21

L'association est administrée par un conseil composé de trois personnes au moins nommées par l'assemblée générale pour un terme illimité. Deux administrateurs au moins sont issus des membres A et un administrateur au moins est issu des membres B. Le nombre d'administrateurs doit en tous cas être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Les premiers administrateurs sont désignés par une assemblée générale réunie immédiatement après l'adoption des statuts et ayant pour seul ordre du jour la nomination des administrateurs et la structuration du conseil d'administration visée aux articles 23 et 26.

Le mandat des administrateurs n'est pas rémunéré.

Article 22

En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

La perte de la qualité de membre entraîne automatiquement la démission en qualité d'administrateur.

Article 23

Le conseil désigne parmi ses membres un président, un trésorier et un secrétaire.

Un même administrateur peut être nommé à plusieurs fonctions.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le plus âgé des administrateurs présents.

Le conseil d'administration peut inviter à ses réunions toute personne dont la présence lui paraît nécessaire selon les besoins et à titre consultatif uniquement.

Article 24

Le conseil se réunit chaque fois que les nécessités de l'association l'exigent et chaque fois qu'un de ses membres en fait la demande. Les convocations sont envoyées par le président/secrétaire ou, à défaut, par un administrateur, par simple lettre, téléfax, courriel, au moins 8 jours calendrier avant la date de réunion. Elles contiennent l'ordre du jour, la date et le lieu où la réunion se tiendra. Sont annexées à cet envoi les pièces soumises à discussion en conseil d'administration. Si exceptionnellement, elles s'avéraient indisponibles au moment de la convocation, elles doivent pouvoir être consultées avant ledit conseil.

Le conseil délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, sauf dispositions légales, réglementaires ou statutaires contraires.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Un administrateur peut se faire représenter au conseil par un autre administrateur, porteur d'une procuration écrite le désignant nommément.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la séance est prépondérante. En cas de partage lors d'un vote à scrutin secret, la proposition est rejetée.

Ses décisions sont consignées sous forme de procès-verbaux, contresignées par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial. Ce registre est conservé au siège social. Tout membre effectif, justifiant d'un intérêt légitime, peut en prendre connaissance sans déplacement du registre.

Article 25

Le conseil d'administration instaure un comité de pilotage dont les missions et pouvoirs sont déterminés par les règlements d'ordre intérieur du conseil d'administration et dudit comité.

Article 26

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Seuls sont exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée ou encore ceux qui sont expressément délégués au comité de pilotage par les règlements d'ordre intérieur du conseil d'administration et dudit comité.

Article 27

Le conseil d'administration gère toutes les affaires de l'association. Il peut toutefois déléguer en son sein la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférent à cette gestion à deux administrateurs-délégués agissant séparément ou conjointement.

Par gestion journalière de l'association, on entend les actes qui sont l'exécution de la ligne de conduite tracée par le conseil d'administration et ceux qu'il est nécessaire d'accomplir au jour le jour pour assurer la marche des affaires sociales dont, notamment, les actes conservatoires, l'expédition des affaires courantes, ainsi que les décisions prises par l'assemblée générale et le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut autoriser les administrateurs délégués à déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs et sous les conditions qu'il détermine.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiés, aux soins du greffier, par extraits, aux annexes du Moniteur belge comme requis à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 28

L'association est représentée dans tous les actes autres que ceux relevant de la gestion journalière, devant les officiers ministériels et en justice par deux administrateurs agissant et signant conjointement sans devoir produire de pouvoirs ou mandats autres que leur titre d'administrateur déposé et publié conformément à la loi.

Elle est en outre valablement représentée par des mandataires spéciaux en vertu et dans les limites conférées par le conseil d'administration.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du tribunal de commerce sans délai et publiés, aux soins du greffier, par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 29

Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'association.

Article 30

Le président ou, en son absence, le trésorier, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition pour autant que leur valeur n'excède pas 25.000,00 EUR.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 31

Un règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration ainsi qu'un règlement d'ordre intérieur du comité de pilotage seront présentés par le conseil d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ces règlements pourront être apportées par l'assemblée générale, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Article 32

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre.

Article 33

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration. Les comptes et les budgets sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 34

Les documents comptables sont conservés au siège social où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre, après requête écrite au conseil d'administration avec lequel le membre doit convenir de la date et de l'heure de la consultation.

Article 35

Le cas échéant et en tous les cas lorsque la loi l'exige, l'assemblée générale désigne un commissaire choisi parmi les membres de l'institut des réviseurs d'entreprises, chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour quatre années et est rééligible.

Article 36

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Les liquidateurs auront pour mandat de réaliser l'avoir de l'association, de liquider toute dette quelconque et de distribuer le solde éventuel à une autre ASBL poursuivant un but similaire.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateur(s), à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe du tribunal de commerce et publiées, aux soins du greffier, aux annexes du Moniteur comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi de 1921 sur les associations sans but lucratif.

Article 37

Tout ce qui n'est pas prévu explicitement aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les fondateurs réunis en assemblée générale prennent à l'unanimité les décisions suivantes, qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe des statuts, des actes relatifs à la nomination des administrateurs et des actes relatifs à la nomination des personnes habilitées à représenter l'association.

Exercice social : par exception à l'article 32, le premier exercice débutera le jour du dépôt au greffe du tribunal de commerce pour se clôturer le 31 décembre 2015.

Première assemblée générale : par exception à l'article 14, la première assemblée générale se tiendra au cours du premier semestre 2016."

7. Service propreté publique. Réparation de la boîte de vitesses du camion collecteur d'immondices immatriculé XKK545. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Monsieur l'Echevin **A. BOITE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

L'auteur de projet a établi le rapport suivant :

" Le camion collecteur d'immondices immatriculé XKK545 est tombé en panne lors de sa tournée du 1^{er} octobre 2014. Le véhicule étant immobilisé sur la voirie, il a été nécessaire de le dépanner en urgence. Il a été fait appel à la firme GGN VOLVO de Tournai, fournisseur du camion, qui a remorqué le véhicule jusqu'à ses ateliers. Après examen, la panne porte sur la rupture d'une fourchette de commande de la boîte de vitesses ayant entraîné plusieurs dommages. Le devis établi pour la réparation s'élève à 6.625,60 € TVA comprise. Le Service propreté publique effectue le ramassage quotidien des immondices. Le charroi de ce service étant limité, il est impératif de pouvoir disposer du camion au plus vite. Un crédit de 11.426,02 € étant disponible au budget extraordinaire sous l'article 876/745-98, j'ai donc donné ordre à la firme GGN VOLVO de Tournai de procéder aux réparations immédiatement."

Un crédit de 15.000,00 € était inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 876/745-98, dont le solde disponible pour engagement s'élevait à 11.426,02 €.

Il appartient à votre assemblée de prendre acte de notre décision prise le 17 octobre 2014, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, et d'accepter la dépense."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 § 1^{er}, 1° a et c ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu le rapport de l'auteur de projet, dont les termes suivent :

" Le camion collecteur d'immondices immatriculé XKK545 est tombé en panne lors de sa tournée du 1^{er} octobre 2014. Le véhicule étant immobilisé sur la voirie, il a été nécessaire de le dépanner en urgence. Il a été fait appel à la firme GGN VOLVO de Tournai, fournisseur du camion, qui a remorqué le véhicule jusqu'à ses ateliers. Après examen, la panne porte sur la rupture d'une fourchette de commande de la boîte de vitesses ayant entraîné plusieurs dommages. Le devis établi pour la réparation s'élève à 6.625,60 € TVA comprise. Le service propreté publique effectue le ramassage quotidien des immondices. Le charroi de ce service étant limité, il est impératif de pouvoir disposer du camion au plus vite. Un crédit de 11.426,02 € étant disponible au budget extraordinaire sous l'article 876/745-98, j'ai donc donné ordre à la firme GGN VOLVO de Tournai de procéder aux réparations immédiatement.";

Considérant qu'un crédit de 15.000,00 € était inscrit au budget extraordinaire 2014 sous l'article 876/745-98, dont le solde disponible pour engagement s'élevait à 11.426,02 €;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE :

de la décision prise, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité, par le Collège communal en séance du 17 octobre 2014 :

Article 1^{er} : il a été passé un marché de fournitures ayant pour objet la réparation de la boîte de vitesses du camion collecteur d'immondices immatriculé XKK545 du service propreté publique, pour un montant estimé de 6.625,60 € TVA comprise.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} a été passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° a et c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de la firme GGN VOLVO SPRL, chaussée de Bruxelles, 95 à 7500 Tournai, au montant de son devis ainsi qu'en régie pour les réparations non prévisibles avant démontage complet.

Article 3 : le marché sera régi par les dispositions de l'article 105 § 1^{er}, 4° (marché inférieur au seuil des 8.500,00 € hors TVA).

Article 4 : en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, connaissance de cette décision, prise vu l'urgence résultant d'événements imprévisibles, sera donnée sans délai au Conseil communal qui en prendra acte.

Article 5 : des crédits sont disponibles sous l'article 876/745-98 et suffisants (11.426,02 €) pour couvrir la dépense;

ADMET :

la dépense.

8. Service incendie. Pré-zone de secours de Wallonie picarde. Acquisition d'une caméra thermique. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

De par la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, la réforme des services incendie est entrée dans une phase opérationnelle qui s'est traduite notamment par une convention de subvention entre l'Etat fédéral (SPF Intérieur) et la Ville de Tournai au nom de la pré-zone opérationnelle du Hainaut Ouest pour un montant de 740.606,17 €.

A travers cette convention, il était prévu que la pré-zone rachète la caméra thermique acquise par le Service incendie de la commune de Beloeil pour un montant net de 3.838,26 €.

Afin de clôturer l'exécution de la convention 2011, nous vous proposons de régulariser l'acquisition de la caméra thermique dans la comptabilité communale et d'honorer l'état de recouvrement de la commune de Beloeil pour un montant de 3.838,26 €.

Nous vous proposons donc de marquer votre accord sur l'acquisition de ladite caméra en application de la convention 2011 de la pré-zone opérationnelle Hainaut Ouest.

Valeur initiale : 15.353,02 €

Subside fédéral (75 %) : 11.514,76 €

Solde à financer (25 %) : 3.838,26 €

(amortissement en 5 ans).

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Vu la convention (de financement) conclue pour l'exercice 2011 entre l'Etat fédéral et la Ville de Tournai pour un montant de 740.606,17 €;

Considération que dans cette convention, il était prévu que la pré-zone rachète la caméra thermique acquise par le Service incendie de Beloeil pour un montant net de 3.838,26 € (valeur initiale : 15.353,02 €, subside fédéral (75 %) : 11.514,76 €, solde à financer (25 %) : 3.838,26 € avec un amortissement en 5 ans);

Considérant qu'afin de clôturer l'exécution de la convention 2011, il y a lieu de régulariser l'acquisition de cette caméra thermique dans la comptabilité communale et d'honorer l'état de recouvrement de la commune de Beloeil pour un montant de 3.838,26 €;

Considérant que la dépense sera imputée à l'article 3511/744-51/11 du budget extraordinaire 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le rachat de la caméra thermique auprès du service incendie de Beloeil pour un montant de 3.838,26 €, dans le cadre de la convention de la pré-zone opérationnelle du Hainaut Ouest.

9. Régie communale autonome. Rapport 2013.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport d'activités 2013 de la Régie communale autonome du stade Luc Varenne ainsi que de son plan d'entreprise 2014.

Au niveau du personnel, la régie compte toujours une secrétaire à temps plein et une technicienne de surface à mi-temps.

Au niveau sportif, elle a accueilli sur son terrain principal 18 matches du Royal football club Tournai (RFCT), pensionnaire de division 3, plusieurs matches de préparation ainsi que le championnat des espoirs (18 matches).

Les infrastructures de la régie accueillent également les jeunes (environ 250) du club tournaisien, ce qui représente quelque 200 matches par an.

En ce qui concerne l'occupation des salles, il y a eu des cours de "Sambo défense" jusque fin juin 2013. Des réunions hebdomadaires Weight Watchers sont organisées dans la salle Clovis depuis juin 2013.

La régie a mis à disposition du public, différentes salles pour des conférences et assemblées générales. Outre les intercommunales, les partis politiques et les mutuelles, des personnes privées ont également utilisé ses locaux pour des mariages, communions, fêtes laïques ou autres."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **G. DENONNE**, intervient comme suit :

" Nous n'allons pas revenir sur l'origine du problème lié à ce stade. Nous allons voter pour ce point. En effet, ce plan d'action n'est pas très étoffé, mais a le mérite de s'attaquer au principal problème de la régie communale qui est le problème du RFCT et qui dure depuis trop longtemps. On espère, une fois ce problème réglé, qu'on pourra pour 2015 avoir un plan d'action tourné vers l'avenir. "

10. Fabriques d'église Saint-Quentin, Saint-Jacques et Saint-Piat à Tournai et Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies, Modifications budgétaires 2014. Avis.

Madame l'Echevine **L. LIENARD** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

Nous soumettons à votre examen les modifications budgétaires 2014 remises par les fabriques d'église Saint-Quentin, Saint-Jacques et Saint-Piat à Tournai et Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies.

Ces fabriques d'église ne sollicitent aucun subside communal supplémentaire.

Nous vous proposons d'émettre un avis favorable aux modifications budgétaires 2014 des fabriques d'église Saint-Quentin, Saint-Jacques et Saint-Piat à Tournai et Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant les modifications budgétaires 2014 n° 1 introduites par les Fabriques d'église Saint-Quentin, Saint-Jacques et Saint-Piat à Tournai et Sainte-Marie-Madeleine à Rumillies;

Considérant que ces Fabriques d'église ne sollicitent aucun subside communal supplémentaire;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'émettre les avis suivants :

Fabrique d'église	N° de modification budgétaire	Date du conseil de fabrique	Demande de subside ordinaire	Demande de subside extraordinaire	Motif de la demande	Avis favorable/défavorable
Saint-Quentin et Saint-Jacques (Tournai)	1	6 octobre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : recettes diverses (+ 8.645,00 €) <u>Dépenses</u> : entretien et réparation autres propriétés (+ 8.645,00 €)	Avis favorable
Sainte-Marie-Madeleine (Rumillies)	1	7 octobre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Dépenses</u> : élagage des arbres (+ 1.081,20 €), traitement de l'organiste (- 500,00 €), entretien et réparation des cloches (- 500,00 €), entreprise de nettoyage (- 500,00 €), divers ajustements en dépenses	Avis favorable
Saint-Piat (Tournai)	1	8 octobre 2014	0,00 €	0,00 €	<u>Recettes</u> : remboursement de	Avis favorable

					capitaux (+ 12.639,71 €) <u>Dépenses</u> : décoration et embellissement de l'église (+ 12.639,71 €)	
--	--	--	--	--	---	--

11. Intercommunales. Association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG). Agence intercommunale de développement (IDETA). Intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE). Intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron (IMSTAM). Intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH). Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC). Opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets. Assemblées générales. Ordres du jour. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** donne lecture des rapports introductifs :

" Mesdames, Messieurs,

- 1) L'assemblée générale ordinaire de l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG) se tiendra le jeudi 18 décembre 2014, à 17 heures 30, au 11 rue des Marais à 5300 Andenne.

L'ordre du jour est constitué de deux points :

1. Plan stratégique 2015-2017
2. Remplacement d'un administrateur. Cooptation.

La représentation de la Ville au sein de l'AIEG a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le jeudi 18 décembre 2014 à 17 heures 30 au 11 rue des Marais à 5300 Andenne;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de **l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG)**, qui se tiendra à Andenne le jeudi 18 décembre 2014 :

1. Plan stratégique 2015-2017
2. Remplacement d'un administrateur. Cooptation.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'association intercommunale d'étude et d'exploitation d'électricité et de gaz (AIEG);
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

- 2) L'assemblée générale ordinaire de l'agence intercommunale de développement (IDETA) se tiendra le vendredi 19 décembre 2014, à 12 heures, au Negundo3 à Froyennes.

L'ordre du jour est constitué de quatre points :

1. Evaluation du Plan stratégique et du Budget 2014-2016
2. Prestations In House pour assistance à maîtrise d'ouvrage en matière d'urbanisme
3. Transfert du siège social de l'agence - Point d'information
4. Hub créatif. Participation de l'agence à l'ASBL. Point d'information
5. Divers.

La représentation de la Ville au sein d'IDETA été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'agence intercommunale de développement (IDETA).

Monsieur le Conseiller communal cdH, **X. DECALUWE**, constate qu'il est fait mention du 12 décembre alors que les convocations portent la date du 19 décembre 2014.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, fait la déclaration suivante :

" Les résultats financiers sont largement en dessous des prévisions du plan stratégique 2014-2016 d'IDETA, notamment à cause d'une baisse importante de la vente de terrains et d'une diminution des résultats liés à la production d'énergie verte. Néanmoins, IDETA veut protéger les finances communales en distribuant des dividendes stables aux communes jusqu'en 2017.

Cette situation est-elle tenable ? C'est une vraie question de stratégie pour l'avenir de l'intercommunale, la question de rôle à jouer pour les communes et de vision stratégique du développement en Wallonie picarde.

Nous avons appris, lors de la réunion d'information, que le personnel a diminué de 86 unités à 74, l'objectif affiché étant 80 employés pour faire fonctionner l'intercommunale. Nous pensons qu'il est temps d'avoir un débat serein sur le rôle de l'agence économique pour les communes de la région : est-ce de vendre des terrains et de distribuer des dividendes ou est-ce une véritable agence de développement pour la région qui apporte son expertise technique et accompagne les communes et la Wallonie picarde vers un développement durable ?

Apparemment, actuellement, ce débat n'a pas lieu et cela risque d'aggraver la situation. Le risque est que la variable d'ajustement face aux problèmes financiers soit l'emploi au sein d'IDETA, comme les chiffres d'aujourd'hui nous le présentent."

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** intervient ensuite :

" J'ai également participé à cette réunion de présentation. J'ai posé une question au sujet de la filiale de biométhanisation Sibium. Des réponses m'ont été données : on aborde ce projet avec beaucoup de prudence et on ignore s'il va se réaliser ou pas. Aujourd'hui, sa rentabilité n'est pas garantie. Tout ceci justifie mon vote favorable à propos d'IDETA.

Je redis que ce projet à Leuze, je ne le conteste pas, sauf son ampleur : 300.000 tonnes. Mais sur le principe, je n'y suis pas opposé."

Monsieur le Conseiller communal **G. DENONNE** ne participe pas au vote.

Par 30 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'agence intercommunale de développement (IDETA);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le vendredi 19 décembre 2014, à 12 heures, au Negundo 3 à Froyennes;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 30 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'**agence intercommunale de développement (IDETA)**, qui se tiendra à Froyennes le vendredi 19 décembre 2014 :

1. Evaluation du Plan stratégique et du Budget 2014-2016
2. Prestations In House pour assistance à maîtrise d'ouvrage en matière d'urbanisme
3. Transfert du siège social de l'agence - Point d'information
4. Hub créatif. Participation de l'agence à l'ASBL. Point d'information
5. Divers.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'agence intercommunale de développement (IDETA);
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-L. VIEREN, Mme H. LELEU

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, B. MAT

- 3) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) se tiendra le mercredi 17 décembre 2014 à 10 heures au complexe sportif de la Vellerie, 33, rue du Stade à 7700 Mouscron.

L'ordre du jour est le suivant :

- approbation du plan stratégique exercices 2014-2015-2016 : actualisation 2014
- remplacement de M. Paul-Olivier DELANNOIS par Mme Ludivine DEDONDER en qualité d'administrateur de l'intercommunale
- remplacement de M. Jean-Pierre DEVEUX par M. Benoît REMACLE en qualité d'administrateur
- remplacement de M. Roger VANDERSTRAETEN par M. Claudy BILLOUEZ en qualité d'administrateur

- modification statutaire.

La représentation de la Ville au sein d'IPALLE a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE).

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 17 décembre 2014 à 10 heures au complexe sportif de la Vellerie, 33 rue du Stade à Mouscron;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'**intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE)**, qui se tiendra à Mouscron le mercredi 17 décembre 2014 :

- approbation du plan stratégique exercices 2014-2015-2016 : actualisation 2014;
- remplacement de M. Paul-Olivier DELANNOIS par Mme Ludivine DEDONDER en qualité d'administrateur de l'intercommunale;
- remplacement de M. Jean-Pierre DEVEUX par M. Benoît REMACLE en qualité d'administrateur;
- remplacement de M. Roger VANDERSTRAETEN par M. Claudy BILLOUEZ en qualité d'administrateur;
- modification statutaire.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE);
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

- 4) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM) se tiendra le mardi 9 décembre 2014, à 19 heures, à l'athénée provincial rue Paul Pastur à Leuze.

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 3 juin 2014
2. Budget et plan stratégique 2015
3. Démission d'un administrateur
4. Nomination d'un nouvel administrateur
5. Demande de désaffiliation de la commune de Frasnes.

Nous vous invitons à approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale d'œuvres médico sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM).

Madame la Conseillère communale **L. BARBAIX** ne participe pas au vote.

A l'unanimité pour les points 1, 2, 3 et 4;

Par 32 voix contre et 2 abstentions pour le point 5, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée, qui se tiendra à 19 heures le mardi 9 décembre 2014 à l'athénée provincial, rue Paul Pastur à Leuze;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Vu la proposition du Collège communal;

A l'unanimité pour les points 1, 2, 3 et 4;

Par 32 voix contre et 2 abstentions pour le point 5;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'**intercommunale d'œuvres médico-sociales des arrondissements de Tournai-Ath-Mouscron et cantons limitrophes (IMSTAM)**, qui se tiendra à Leuze le mardi 9 décembre 2014 :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 3 juin 2014
2. Budget et plan stratégique 2015
3. Démission d'un administrateur
4. Nomination d'un nouvel administrateur
5. Demande de désaffiliation de la commune de Frasnes.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'IMSTAM;
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVI, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, Président de l'assemblée.

Se sont abstenus : MM. A. PESIN, B. MAT.

- 5) L'assemblée générale de l'intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH) se tiendra le mercredi 17 décembre 2014, à 16 heures 30, dans les locaux de l'administration communale de Boussu.

Les points inscrits à l'ordre du jour sont les suivants :

1. Modifications statutaires
2. 1^{ère} évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016

3. Prise de participation dans le capital du Groupement d'intérêt économique des Intercommunales pures de financement wallonnes (GIE IPFW)
4. Prise de participation dans le capital de Wind4Wallonia
5. Nominations statutaires.

La Ville, dont la représentation au sein de l'IPFH a été établie en séance du 14 janvier 2013, est invitée à se prononcer sur les quatre premiers points de cet ordre du jour.

Nous vous invitons, par conséquent, à approuver les points 1, 2, 3 et 4 figurant à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH).

Par 33 voix pour et 2 voix contre, le Conseil communal prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'Intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mercredi 17 décembre 2014, à 16 heures 30, dans les locaux de l'administration communale de Boussu :

1. Modifications statutaires
2. 1^{ère} évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016
3. Prise de participation dans le capital du Groupement d'intérêt économique des Intercommunales pures de financement wallonnes (GIE IPFW)
4. Prise de participation dans le capital de Wind4Wallonia
5. Nominations statutaires.

Considérant que la Ville, dont la représentation au sein de l'IPFH a été établie en séance du 14 janvier 2013, doit se prononcer sur les quatre premiers points de cet ordre du jour;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

Par 33 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver les points 1, 2, 3 et 4 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'**intercommunale pure de financement du Hainaut (IPFH)**, qui se tiendra le mercredi 17 décembre 2014 à Boussu :

1. Modifications statutaires
2. 1^{ère} évaluation annuelle du plan stratégique 2014-2016
3. Prise de participation dans le capital du GIE IPFW
4. Prise de participation dans le capital de Wind4Wallonia.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale pure de financement du Hainaut;
- au gouvernement provincial;
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale, Président de l'assemblée.

Ont voté contre : MM. A. PESIN, B. MAT.

- 6) L'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC) se tiendra le mardi 16 décembre 2014, à 16 heures 30, au point centre de la zone Minerve à l'aéropole, avenue Georges Lemaître à 6041 Charleroi (Gosselies).

Les points inscrits à l'ordre du jour sont les suivants :

1. Affiliations/administrateurs
2. Première évaluation du plan stratégique 2014-2016
3. In house : proposition de modifications de fiches tarifaires

La représentation de la Ville au sein de l'IGRETEC a été établie en séance du 14 janvier 2013.

Nous vous invitons à approuver les points inscrits à l'ordre du jour de cette assemblée générale de l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC).

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC);

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le mardi 16 décembre 2014, à 16 heures 30, au point centre de la zone Minerve à l'aéropole, avenue Georges Lemaître à 6041 Charleroi (Gosselies);

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de **l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC)**, qui se tiendra à Gosselies le mardi 16 décembre 2014 :

1. Affiliations/administrateurs
2. Première évaluation du plan stratégique 2014-2016
3. In house : proposition de modifications de fiches tarifaires

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC) ;
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

- 7) L'assemblée générale de l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets se tiendra le jeudi 18 décembre 2014, à 18 heures, dans les locaux du CEME Charleroi espace meeting européen, 147 rue des Français à 6020 Charleroi.

L'ordre du jour est constitué de deux points :

1. Plan stratégique 2014-2016 – Evaluation annuelle
2. Nominations statutaires

La représentation de la Ville au sein d'ORES Assets a été établie en séance du 31 mars 2014.

Nous vous invitons à approuver les points inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale ORES Assets."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Ville de Tournai à l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et, notamment, ses articles L1523-6 et L1523-11 à L1523-14;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale précitée, qui se tiendra le jeudi 18 décembre 2014, à 18 heures, dans les locaux du CEME Charleroi espace meeting européen, 147 rue des Français à 6020 Charleroi;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : d'approuver l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) Assets, qui se tiendra à Charleroi le jeudi 18 décembre 2014 :

1. Plan stratégique 2014-2016 – Evaluation annuelle
2. Nominations statutaires.

Article 2 : de charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal.

La présente délibération sera transmise :

- à l'intercommunale ORES Assets;
- au ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions;
- aux représentants de la Ville.

12. Musée d'archéologie. Prêt d'un médaillon en jais gallo-romain au musée provincial des arts anciens du Namurois.

Monsieur l'Echevin **T. BOUZIANE** donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

En séance du 19 septembre 2014, nous avons pris la décision de principe d'autoriser le prêt d'un médaillon en jais gallo-romain au musée provincial des arts anciens du Namurois - Trésor d'Oignies, pour l'exposition "Le Rouge et le Noir" qui se déroulera du 6 décembre 2014 au 12 avril 2015.

Les frais d'emballage, de transport et d'assurance «clou à clou» d'un montant de 1.500,00 € seront à charge de l'emprunteur.

La mention «pièce faisant partie des collections du musée d'archéologie de Tournai» devra figurer auprès du médaillon durant cette exposition.

Un catalogue de l'exposition sera remis au musée d'archéologie afin de figurer dans sa bibliothèque.

Il appartient à votre assemblée d'approuver ce prêt."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant qu'en séance du 19 septembre 2014, le Collège communal a pris la décision de principe d'autoriser le prêt d'un médaillon en jais gallo-romain, pièce faisant partie des collections du musée d'archéologie, au musée provincial des arts anciens du Namurois - Trésor d'Oignies, pour l'exposition "Le Rouge et le Noir" qui se déroulera du 6 décembre 2014 au 12 avril 2015;

Considérant que les frais d'emballage, de transport et d'assurance (clou à clou) d'une valeur de 1.500,00 € seront à charge de l'emprunteur;

Considérant que la mention «pièce faisant partie des collections du musée d'archéologie de Tournai» devra figurer auprès du médaillon durant l'exposition;

Considérant qu'un catalogue de l'exposition sera remis au musée d'archéologie afin de figurer dans sa bibliothèque;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

d'approuver le prêt d'un médaillon en jais gallo-romain au musée provincial des arts anciens du Namurois - Trésor d'Oignies, pour l'exposition "Le Rouge et le Noir" qui se déroulera du 6 décembre 2014 au 12 avril 2015.

Le Conseil communal passe ensuite à l'examen des points dont l'urgence a été déclarée en début de séance.

1) Finances communales. Exercices 2015 à 2019. Règlement-taxé sur les dancings (10 novembre 2014). Annulation. Nouveau règlement-taxé sur les dancings. Approbation.

Madame l'Echevine des finances, **L. LIENARD**, donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne datée du 25 septembre 2014 reprend les taux maxima pour les taxes communales.

Concernant les dancings, afin qu'il y ait équité, il y a lieu de différencier les établissements soumis ou non au permis d'environnement (capacité d'accueil de 150 personnes et plus).

Après annulation du règlement-taxé sur les dancings approuvé en séance du 10 novembre 2014, le nouveau règlement-taxé proposé est le suivant : 940,00 € par dancing et par mois calendrier pour les dancings soumis au permis d'environnement et 100,00 € par dancing et par mois calendrier pour les établissements non soumis au permis d'environnement.

L'urgence est sollicitée compte tenu des délais d'approbation (30 jours avec possibilité de proroger de 15 jours) et de l'objectif qui est de pouvoir enrôler ladite taxe à partir de février 2015 en vue de garantir l'équilibre des finances communales.

Il vous est proposé d'approuver ce règlement-taxé sur les dancings."

L'Echevine des finances **L. LIENARD** et l'Echevin délégué à la fonction majeure **P.-O. DELANNOIS** répondent à la demande de précisions de Madame la Conseillère communale ECOLO, C. LADAVI.

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

040/365/02 - Taxe sur les dancings.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-31 et L3321-1 à L3321-12;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal contre une imposition provinciale ou communale;

Considérant le plan de gestion de la Ville à l'horizon 2015 qui a été arrêté par le Conseil communal du 21 mars 2011 et approuvé par le ministre des pouvoirs locaux et de la ville;

Considérant qu'un permis d'environnement est nécessaire pour l'exploitation d'un dancing pouvant accueillir 150 personnes et plus;

Vu le caractère accessoire de la danse dans les établissements non soumis au permis d'environnement;

Vu le caractère non accessoire de la danse dans les établissements soumis au permis d'environnement, qui engendrent des prestations régulières d'hygiène publique et de police;

Vu le projet de règlement communiqué le 19 novembre 2014 à Monsieur le directeur financier, qui a rendu un avis de légalité joint en annexe;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

ANNULE :

le règlement- taxe sur les dancings approuvé en séance du 10 novembre 2014;

DECIDE :

de fixer comme suit le nouveau règlement-taxe sur les dancings :

Article 1^{er} : il est établi, pour les exercices 2015 à 2019, une taxe communale sur les dancings, à savoir : sur les établissements publics où on danse avec une périodicité excluant une pratique occasionnelle, le caractère de périodicité étant acquis si l'établissement est signalé au public sous l'appellation "dancing" ou "salle de danse" ou si une piste de danse est réservée, de façon habituelle, et où la danse est permise par l'exploitant du lieu, avec ou sans organisation préalable.

Article 2 : la taxe est due solidairement par l'exploitant du ou des dancings et par le propriétaire du ou des locaux.

Article 3 : la taxe est fixée à 940,00 € par dancing et par mois calendrier, la situation étant figée au 1^{er} du mois pour les établissements soumis au permis d'environnement.

La taxe est fixée à 100,00 € par mois calendrier, la situation étant figée au 1^{er} du mois pour les établissements non soumis au permis d'environnement.

Article 4 : la taxe est perçue par voie de rôle.

Article 5 : à la fin de chaque trimestre, l'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur

ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration avant la fin du mois qui suit le trimestre concerné, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation et ce, au plus tard pour le 30 du mois qui suit le trimestre concerné.

Conformément à l'article L3321-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %.

Article 6 : les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de l'arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

2) Service informatique. Marché conjoint Ville/Centre public d'action sociale (CPAS). Acquisition et maintenance d'une solution logicielle de gestion pour la comptabilité et les taxes. Non-attribution. Nouvelle procédure. Approbation.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **P.-O. DELANNOIS**, donne lecture du rapport introductif :

" Mesdames, Messieurs,

La Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale ont conclu une convention qui a pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'acquisition de logiciels pour la gestion de la comptabilité et des taxes.

Vous avez décidé le 22 septembre 2014 de passer, par appel d'offres au niveau européen, un marché conjoint Ville-CPAS portant sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle pour la comptabilité et les taxes couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS. Le coût avait été estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part ville : 230.505,00 € - part CPAS : 114.345,00 €).

La seule offre déposée s'élève à 361.929,36 € hors TVA soit 437.934,52 € TVA comprise. L'écart par rapport au montant total estimé du marché s'élève à +26,99 %. Et les crédits prévus aux budgets respectifs de la Ville et du CPAS ne permettent pas de supporter le surcoût par rapport à l'estimation.

Les dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006 stipulent : "L'accomplissement d'une procédure n'implique pas l'obligation d'attribuer ou de conclure le marché. Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à attribuer ou à conclure le marché, soit refaire la procédure, au besoin selon un autre mode".

Les commentaires de la nouvelle législation sur les marchés publics – Edition Politeia – relatifs à l'article 35 de la loi du 15 juin 2006 stipulent en page 235 du titre II que constitue un motif admissible de recours à cette disposition : "Le constat que les prix proposés sont significativement plus élevés que l'estimation initiale du marché."

Dans ces mêmes commentaires, il est précisé en page 51 : "Lors de l'examen de l'offre, celle-ci pourra être jugée inappropriée par le pouvoir adjudicateur parce que, par exemple, le prix demandé, sans être inacceptable, excède ses capacités financières ou que les offres présentées ne répondent pas de façon adéquate aux besoins du pouvoir adjudicateur tels qu'ils sont déterminés dans le cahier spécial des charges".

Les dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° e de la loi du 15 juin 2006 stipulent : "Il ne peut être traité par procédure négociée sans publicité, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, que dans les cas suivants :

e) seules des offres irrégulières ou des offres inacceptables ont été déposées en réponse à une procédure ouverte ou restreinte ou un dialogue compétitif, pour autant que le pouvoir adjudicateur consulte tous les soumissionnaires qui répondaient aux exigences en matière de sélection qualitative et ont remis une offre formellement régulière lors d'une première procédure et que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées. Lorsque la première procédure a été obligatoirement soumise à la publicité européenne, seuls les soumissionnaires répondant aux exigences et conditions précitées peuvent être consultés."

Le recours à la procédure négociée pourrait permettre l'obtention d'une offre s'inscrivant dans l'estimation du marché.

La négociation devrait permettre :

- la mutualisation des formations Ville et CPAS;
- la mutualisation de la base de données par l'achat d'une seule licence.

Nous avons décidé en date du 28 novembre 2014 de juger l'offre déposée dans ce dossier comme inappropriée vu les prix proposés significativement plus élevés que l'estimation (+ 26,99 %), de la considérer comme inacceptable, de renoncer à attribuer le marché et de le relancer suivant la procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 §1^{er}, 1° e de la loi du 15 juin 2006.

Les crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 et par voie de modification budgétaire numéro un sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition. Ils seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance.

Il vous appartient d'approuver les mode et conditions de passation de ce nouveau marché."

Le Conseil communal, à l'unanimité, prend la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 26 et 38;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant la convention passée entre la Ville de Tournai et le Centre public d'action sociale (CPAS) qui a pour objet de fixer le rôle ainsi que les droits et obligations de chacune des parties dans le cadre de l'acquisition de logiciels pour la gestion de la comptabilité et des taxes;

Vu sa décision du 22 septembre 2014 de passer, par appel d'offres au niveau européen, un marché conjoint Ville-Centre public d'action sociale (CPAS) portant sur la fourniture et la maintenance (2 ans) d'une solution logicielle pour la comptabilité et les taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS, dont le coût est estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part ville : 230.505,00 € - part CPAS : 114.345,00 €);

Considérant que la seule offre déposée s'élève à 361.929,36 € hors TVA soit 437.934,52 € TVA comprise, que l'écart par rapport au montant total estimé du marché se monte à + 26,99 % et que les crédits prévus aux budgets respectifs de la Ville et du CPAS ne permettent pas de supporter le surcoût par rapport à l'estimation;

Vu les dispositions de l'article 35 de la loi du 15 juin 2006 stipulant :

"L'accomplissement d'une procédure n'implique pas l'obligation d'attribuer ou de conclure le marché. Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à attribuer ou à conclure le marché, soit refaire la procédure, au besoin selon un autre mode";

Considérant que les commentaires de la nouvelle législation sur les marchés publics – Edition Politeia – relatifs à l'article 35 de la loi du 15 juin 2006 stipulent en page 235 du titre II que constitue un motif admissible de recours à cette disposition : " Le constat que les prix proposés sont significativement plus élevés que l'estimation initiale du marché";

Considérant que, dans ces mêmes commentaires, il est précisé en page 51 : "Lors de l'examen de l'offre, celle-ci pourra être jugée inappropriée par le pouvoir adjudicateur parce que, par exemple, le prix demandé, sans être inacceptable, excède ses capacités financières ou que les offres présentées ne répondent pas de façon adéquate aux besoins du pouvoir adjudicateur tels qu'ils sont déterminés dans le cahier spécial des charges";

Vu les dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° e de la loi du 15 juin 2006 stipulant : "Il ne peut être traité par procédure négociée sans publicité, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, que dans les cas suivants :

e) seules des offres irrégulières ou des offres inacceptables ont été déposées en réponse à une procédure ouverte ou restreinte ou un dialogue compétitif, pour autant que le pouvoir adjudicateur consulte tous les soumissionnaires qui répondaient aux exigences en matière de sélection qualitative et ont remis une offre formellement régulière lors d'une première procédure et que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées. Lorsque la première procédure a été obligatoirement soumise à la publicité européenne, seuls les soumissionnaires répondant aux exigences et conditions précitées peuvent être consultés";

Considérant que le recours à la procédure négociée pourrait permettre l'obtention d'une offre s'inscrivant dans l'estimation du marché;

Considérant que la négociation devrait permettre :

- la mutualisation des formations Ville et CPAS;
- la mutualisation de la base de données par l'achat d'une seule licence;

Vu la décision du Collège communal du 28 novembre 2014 de juger l'offre déposée dans le dossier comme inappropriée vu le prix proposé significativement plus élevé que l'estimation (+ 26,99 %), de la considérer comme inacceptable, de renoncer à attribuer le marché et de le relancer suivant la procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 § 1^{er}, 1° e de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que les crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 et par voie de modification budgétaire numéro un sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition, et qu'ils seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1^{er} : il sera passé un marché conjoint Ville-CPAS de fournitures ayant pour objet l'acquisition et la maintenance d'une solution logicielle de gestion de la comptabilité et des taxes communales couvrant les fonctionnalités complètes de la gestion de la Ville de Tournai et du CPAS. Le coût est estimé à 285.000,00 € hors TVA, soit 344.850,00 € TVA comprise (part Ville : 230.505,00 € - part CPAS : 114.345,00 €). Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché dont il est question à l'article 1^{er} sera passé par procédure négociée sans publicité avec la seule firme sélectionnée dans le cadre du marché initial, conformément aux dispositions des articles 26 § 1^{er}, 1° e de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : le marché sera régi par les règles générales d'exécution (arrêté royal du 14 janvier 2013) et ce, sous réserve des dispositions contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration sur l'honneur de ne pas se trouver dans l'un des cas visés aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011;
- une déclaration bancaire appropriée;
- une déclaration relative au chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours de ces trois derniers exercices un chiffre d'affaires annuel relatif aux activités directement liées aux services de mise à disposition et de mise en production de solutions informatiques, égal ou supérieur à 10.000.000,00 €.
- la liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables de la qualité;
- une note de présentation relative à deux références pertinentes d'un montant minimum de 25.000,00 € hors TVA, ayant eu lieu au cours des trois dernières années, des services de mise à disposition et de mise en production d'une solution applicative financière complètement implémentée au jour de la remise des offres.

La note relative aux références pertinentes doit comporter la description :

- de la solution applicative financière reprise comme référence installée et une description complète des fonctionnalités développées;
- de toutes les interfaces mises en place avec d'autres logiciels;
- de l'identité des personnes de contact avec numéro de téléphone et adresse.

Les références sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire a été un acheteur privé, par une attestation de l'acheteur ou à défaut simplement par une déclaration du fournisseur.

Article 5 : d'arrêter les critères d'attribution comme suit:

1) La qualité de la solution et interopérabilité : 50 points

Elle sera évaluée par l'analyse d'une note méthodologique (maximum 30 pages, police Arial 10 pt) décrivant l'architecture logicielle, les technologies mises en œuvre, les possibilités d'accès (lecture) à la base de données à des fins de reporting, les formats d'import/export des données, le layout et design des écrans, des exemples de processus d'encodage ainsi que les modules d'interopérabilité déjà développés avec d'autres applications (Active Directory, logiciel de comptabilité, logiciel de gestion des décisions Collège/Conseil...).

2) le prix : 40 points

Le prix sera évalué suivant le prix total des fournitures et services demandés.

Règle de 3: score offre = (prix de l'offre la plus basse/prix de l'offre) * poids du critère prix

3) le service après-vente et évolution : 10 points

Il sera évalué suivant les processus et les délais d'intervention proposés dans le contrat de maintenance (voir documents du marché point C.5.2) ainsi que les évolutions planifiées de la solution.

Pour ce faire, le soumissionnaire fournira une note avec :

- les délais d'intervention / résolution pour chaque type de problème décrit à la section C.5.2 des documents du marché.
- une description des processus de demande d'intervention ainsi que des outils mis à disposition pour les supporter
- un tableau contenant la liste des fonctionnalités à venir avec une description complète (permettant au pouvoir adjudicateur de juger de l'intérêt de la fonctionnalité) et une date de mise à disposition.
- une description des processus permettant de traiter les demandes de modifications avec 3 exemples de demandes de modifications majeures avec les délais de réalisation au cours des trois dernières années. Le soumissionnaire indiquera clairement s'il est propriétaire ou non de la solution proposée.

Article 6 : les crédits ont été prévus au budget extraordinaire 2014 et par voie de modification budgétaire numéro un sous l'article 104/742-53 pour la partie acquisition. Ils seront prévus aux budgets ordinaires 2016 et 2017 pour la partie maintenance.

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** invite les différents conseillers communaux à poser leur question :

1) Madame la Conseillère communale cdH, H. CLEMENT-COUPLET à propos de l'absence d'éclairage sur le site De Bongnie :

" Voici un certain temps qu'un conflit oppose la ville de Tournai à l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) !

Il en résulte que l'ensemble du site de l'ancien hôpital De Bongnie est, dès le coucher du soleil, totalement plongé dans le noir !

En cette période préhivernale où les jours raccourcissent rapidement, le problème ne fait que s'accentuer !

Il n'est nullement question ici d'un plan de délestage tournaïen mais d'un black-out que les riverains, mais aussi la crèche et les locaux de l'aide sociale du CPAS subissent depuis trop longtemps !

Le jeudi 31 octobre 2013, la presse régionale écrivait ceci : *«Les luminaires ne sont pas agréés par Ores», explique l'échevin des Travaux Armand Boite qui participait, mardi (29 octobre 2013), à une réunion rassemblant des représentants de la Ville, l'auteur de projet (l'atelier d'architecture montois Sofatelier) et la société Travexploit. Une réunion qui n'aura pas vraiment fait avancer le dossier de manière spectaculaire. «Chacun va estimer sa part de responsabilité», précise Armand Boite qui rajoute toutefois qu'une nouvelle réunion est organisée avec le gestionnaire de réseau dès la rentrée, soit le 6 novembre 2013, pour savoir si, oui ou non, l'éclairage actuel peut être agréé».*

Le 12 septembre 2014, soit un an plus tard... le presse écrivait ceci : « Un litige oppose toujours l'auteur de projet et la Ville de Tournai qui n'est pas très heureuse de la réalisation des travaux. Une ultime réunion de conciliation aura lieu dans les 15 jours afin de peut-être dégager une solution».

Nous en sommes là ! ... «Afin de peut-être dégager une solution» !

Cette situation ne peut plus perdurer car elle occasionne un sentiment d'insécurité chez les personnes habitant les nouveaux blocs d'immeubles à appartements situés à l'intérieur de cette enceinte.

Monsieur le Bourgmestre,

1/ Qu'en est-il des pourparlers avec Ores ?

2/ Avez-vous pu trouver une solution à ce problème ?

3/ Quand ce problème sera-t-il résolu ?

4/ Pouvez-vous nous donner un échéancier précis quant à la résolution de ce problème ?"

Monsieur l'Echevin MR, **A. BOITE**, lui répond comme suit :

" Tout d'abord, je tiens à préciser que le principal conflit dans ce dossier réside dans le refus d'accorder la réception provisoire des travaux d'aménagement de voirie et ce, à l'encontre de l'entreprise TRAVEXPLOIT. Le conflit qui a opposé la Ville de Tournai à Ores portait sur son refus d'agréer le matériel d'éclairage alors qu'il avait pourtant été approuvé lors des étapes préalables d'étude, comme l'esquisse et l'avant-projet. Ce refus d'obligation de service public (OSP) oblige l'administration à faire placer des compteurs à l'entrée du site et à considérer cet éclairage comme privé sous charge d'entretien exclusive de la Ville. Ce refus d'OSP est malheureusement le facteur principal qui a occasionné un tel retard dans ce dossier.

Néanmoins, suite aux différentes interpellations, Ores nous a garanti une mise en service pour la mi-décembre. Des contacts entre son représentant, des agents techniques communaux et la société Vinçotte ont eu lieu ce jour pour finaliser le dossier et permettre donc l'éclairage du site de l'ancien hôpital militaire.

Complémentairement, je me permets de vous informer que, suite à la décision du Collège communal d'accorder un montant de 820.000,00 € dans le budget 2015, dans le cadre des grands projets, les premières réunions avec l'auteur de projet vont être rapidement organisées.

Ce budget permettra en partie d'aménager en espaces verts tous les espaces publics au sein du site pour offrir un cadre agréable aux riverains et un entretien plus aisé pour la main-d'œuvre communale. Il s'agit d'un montant de 220.000,00 € pour ces travaux d'aménagement d'espaces verts.

Enfin, 600.000,00 € sont dédiés à la réfection du mur d'enceinte. Ce dossier consiste en une mise en conformité des entrées et une sécurisation des murs d'enceinte du site.

L'ensemble de ces mesures ont pour objectif de répondre à la préoccupation des riverains d'embellissement et de sécurisation de leur espace de vie.

A ce stade, il m'est difficile d'évaluer la durée d'aboutissement de ces dossiers, mais en fonction des différents paramètres techniques et administratifs, je n'hésiterai pas à vous tenir informée."

Madame la Conseillère communale cdH, **H. CLEMENT-COUPLET**, remercie Monsieur l'Echevin pour cette réponse.

2) Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVI**D à propos des économies d'énergie (éclairage) en ville et dans les villages :

" Nous l'avons entendu par la presse, notre pays va connaître cet hiver des risques de black out. Pour l'éviter, le Gouvernement a prévu un plan de délestage. Tournai se trouve parmi les communes qui risquent de se trouver plongées dans le noir.

Pour minimiser ces risques, des campagnes de sensibilisation sont en cours auprès des citoyens pour limiter leur consommation. Dans cette problématique, nous pensons que la Ville doit aussi prendre ses responsabilités.

Ce qui nous amène à formuler les observations suivantes : en se baladant dans les villages durant la nuit, on constate qu'il y a énormément d'éclairage public un peu partout, dont on se demande parfois à quoi il sert. Des petites routes au milieu des champs où des dizaines de lumières brûlent toute la nuit, est-ce bien raisonnable par les temps qui courent ? Autre observation, en ville cette fois : des cours d'école communales sont éclairées toute la nuit 7 jours sur 7 par de gros spots qui rendent ces cours éclairées comme en plein jour. Est-ce bien nécessaire également ?

Selon l'Union des Villes et Communes de Wallonie, l'éclairage public représente en moyenne 53 % de la facture d'électricité des communes (allant parfois jusqu'à 69 %).

Sur un plan financier, la facture globale des communes wallonne est estimée à 38.000.000,00 € en 2014. Rapportée à la population tournaisienne, cela fait 800.000,00 €, dont plus de 400.000,00 pour l'éclairage. La commune comprenant de nombreux espaces ruraux, c'est sans doute plus encore (il faut savoir qu'une seule lampe de 200 W, allumée toute la nuit, consomme annuellement l'équivalent d'un tiers d'un ménage économe).

Nos questions sont donc les suivantes :

- 1) Quel est le coût réel de la facture d'électricité pour l'éclairage à Tournai en 2014 ?
- 2) Ne pourrait-on pas, cet hiver, couper l'éclairage là où il n'est pas vraiment nécessaire ?
- 3) Sur le moyen terme, qu'a prévu la Ville pour réduire sa consommation sachant que la Wallonie s'est engagée à réduire sa consommation globale d'énergie de 30 % à l'horizon 2020 ?

La Belgique est le pays le plus éclairé du monde. Ça nous coûte cher et ça nuit à l'environnement. Comme de nombreux citoyens, nous préférons en tout cas disposer d'électricité en permanence que de retrouver la commune plongée dans le noir parce qu'on laisse brûler des lampes au milieu des champs ou la nuit dans les cours d'école désertes."

Monsieur l'Echevin PS, **P. ROBERT** lui répond en ces termes :

" Votre point ajouté à l'ordre du jour du Conseil communal de ce jour a retenu toute l'attention du Collège communal et de l'échevin des énergies en particulier.

Comme signalé dans votre intervention, la presse a informé la population qu'un risque de pénurie d'électricité est bien réel sur notre bonne Ville de Tournai et ses villages. La commune de Tournai se trouve en dernière position dans le plan de délestage (Zone 1 sur 6 zones). Ce n'est pas pour cela qu'en cas de situation critique, nous ne montrerons pas l'exemple afin d'éviter à d'autres communes présentes dans d'autres zones de subir le désagrément d'un délestage, ne serait-ce que pour quelques heures.

D'ailleurs, la Ville de Tournai ne reste pas sans réaction quant à la sensibilisation de notre population. En effet, vous aurez sûrement remarqué que notre site internet a ajouté le lien du site off/on et, régulièrement sur notre page facebook, nous faisons référence à ce site.

L'éclairage public dans les villages, c'est un choix de sécurité publique. Cet éclairage, lorsqu'il est présent, doit alors répondre à des normes de performance tant au niveau du flux lumineux que du diagramme photométrique du lampadaire. Il n'est actuellement pas possible d'allumer et d'éteindre des tronçons d'éclairage public à notre convenance et suivant la fréquentation. Tout allumage et/ou extinction se produisant hors des heures officielles (d'allumage et d'extinction) commandés de manière automatique par impulsions sur le réseau électrique doit faire l'objet d'une intervention humaine lourdement facturée aux communes. Imaginons que nous coupions l'éclairage public dans

une zone rurale peu fréquentée et qu'un usager faible de la route soit la victime d'un accident provoqué par cette extinction de l'éclairage public, vous seriez les premiers à nous le reprocher ! Le dilemme "sécurité" opposé aux économies d'énergie à réaliser dans ce domaine n'est pas facile à résoudre.

Malgré cela, je suis en mesure de vous annoncer que dans les nouveaux projets, comme celui de la traversée de Willemeau, le Collège communal propose de l'éclairage «dimmer». Cet éclairage permet d'économiser la moitié de la consommation habituelle sans pour cela être perceptible à l'œil nu. Cette opération est programmée pendant une tranche horaire moins fréquentée.

Au niveau des cours d'école, ce problème a déjà été évoqué. Cette fois, il s'agit de sécurisation de lieux pour éviter les intrusions indésirables et le vandalisme gratuit.

En réponse à votre première question, la facture pour la consommation électrique de l'éclairage public s'élève, au 30 octobre 2014, à 816.890,56 €. Pratiquement la même somme qu'en 2013 pour la même période. En 2013, nous avons consommé 1.093.733,64 € sur douze mois. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation astronomique des frais de distribution (ORES est également le gestionnaire de l'éclairage public !) et de transport (ELIA) ainsi que de la contribution de financement des certificats verts qui augmente d'année en année. La puissance installée de l'éclairage public à Tournai reste relativement stable à environ 2.000 kW. Avec les heures de fonctionnement, on obtient une consommation électrique annuelle de l'ordre de 8,35 MWh. Cela représente dans la pratique un peu plus de 15.000 lampadaires.

A titre d'information, je vous fais parvenir une copie de l'audit quinquennal de l'éclairage public sur le territoire de Tournai de 2012.

Pour le point 2, l'allumage et l'extinction de l'éclairage public sont gérés et commandés par ORES via une commande automatique et centralisée pour toutes les cabines. Dans la pratique, l'éclairage public est allumé 10 minutes après l'heure de coucher du soleil.

L'extinction est quant à elle effectuée 10 minutes avant l'heure officielle du lever du soleil. Ces heures changent donc tous les jours suivant les éphémérides. Seul ORES peut décider d'ajouter une commande supplémentaire d'extinction ou de rallumage de tout ou partie du parc d'éclairage public communal. En cas de situation délicate de pénurie d'électricité, une extinction de l'éclairage public entre 17 et 20 heures ou l'allumage à partir de 20 heures seulement pourrait être envisagé afin d'éviter de devoir délester en électricité une partie de la population durant cette même période. La puissance de l'éclairage public sur le territoire de Tournai représente 2.000 kW, soit seulement 0,4 % d'une tranche de délestage de 500 MW.

Pour le point 3, des engagements de réduction de consommation pour l'éclairage public seront pris dans le cadre de l'élaboration du plan d'action en faveur de l'énergie durable découlant de notre adhésion à la convention des maires. Des remplacements de luminaires énergivores et obsolètes équipés de sources à vapeur de mercure haute et basse pression sont actuellement en cours. Ces remplacements sont financés par une Obligation de Service Public (OSP EP) et ne coûtent rien à la Ville. Lors de chaque travail de modernisation du parc d'éclairage public, nous nous efforçons de choisir les technologies actuellement disponibles les plus performantes au niveau énergétique. Nous pouvons prendre pour exemple la réfection de l'éclairage public de la traversée de Willemeau, du quartier cathédral et du parc communal (votée le mois dernier) et qui fera largement appel à la technologie LED. Nous sommes cependant dépendants du gestionnaire du parc d'éclairage public (ORES) qui doit absolument approuver tout type d'appareillage avant de donner l'autorisation de le connecter à son réseau."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **C. LADAVID**, remercie Monsieur l'Echevin pour cette réponse. Elle regrette que cette réponse ne permette pas de déboucher sur une réflexion globale. Pour elle, il n'est pas sûr que l'éclairage public actuel améliore la sécurité routière. Elle émet également des doutes concernant la nécessité d'éclairer les cours de récréation pour des raisons de sécurité.

A ce sujet, Monsieur l'Echevin **P. ROBERT** précise que les 15 écoles qui ont été sécurisées ne sont plus éclairées la nuit. Il rappelle, par ailleurs, que l'éclairage public sera progressivement renouvelé.

3) Question de Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE** à propos du problème des heures supplémentaires prestées par les officiers du service incendie :

" La semaine dernière, les pompiers officiers de Tournai ont interpellé les membres du Collège et du Conseil communal sur leurs difficultés à récupérer les heures supplémentaires prestées avant le 31 décembre 2014, date limite avant le transfert du personnel vers la zone pluricommunale de secours. Les rapports de 2008 et 2010 de l'Inspection des services d'incendie incitaient déjà la Ville de Tournai à régler au plus tôt le problème de récupération des heures de garde des officiers professionnels. Le rendez-vous entre l'autorité communale et les officiers du service incendie ainsi que la rencontre avec le comité de concertation syndicale ont toujours été reportés.

Faute d'une solution avant la fin novembre, les officiers ne pourront plus assurer les gardes qu'à domicile durant tout le mois de décembre. Seules les interventions nécessitant de façon impérative la présence d'un officier seront assurées et les prestations se réduiront aux interventions sur le terrain. Les missions administratives ne seront plus remplies.

Pourquoi est-on arrivé à une telle situation alors que des signaux ont été envoyés au Collège depuis plusieurs années ?

Une rencontre est-elle envisagée avec les officiers pompiers afin de débloquer la situation ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P. -O. DELANNOIS** lui répond en ces termes :

" Pour votre parfaite information, les dispositions générales relatives à la rémunération du personnel incendie sont fixées par un arrêté royal du 20 juin 1994.

En ce qui concerne les heures supplémentaires, il y a lieu de se référer à la circulaire du ministère de l'intérieur du 3 mars 1995 qui, entre autres, fixe l'indemnité pour prestations de garde à domicile effectuées par certains officiers.

Dans ce contexte, dès 2001, le Collège communal de l'époque a voulu régler cette question en proposant au Conseil communal d'octroyer aux officiers une indemnité annuelle et ce, conformément au texte. Bien que le Conseil communal ait approuvé cette proposition, elle n'a pas pu être mise en œuvre considérant que la tutelle provinciale a annulé cette décision. Le Collège a alors introduit un recours auprès du Gouvernement wallon contre la décision de la tutelle. L'absence de réponse du Gouvernement a eu pour effet que la décision a été réputée confirmée.

En conclusion, nous ne disposons pas de base juridique pour la rémunération des heures supplémentaires de garde; et si nous en disposions, c'est un montant de 172.925,00 € qu'il faudrait prévoir.

La décision de la tutelle était motivée par le fait que Tournai était sous plan de gestion et n'avait donc pas les moyens budgétaires de cette mesure.

Dès lors, c'est le mécanisme compensatoire de récupération d'heures mis en place par le Bourgmestre Raoul Van Spitael qui a été maintenu.

Au 31 mars 2014, 7.275 heures étaient à récupérer. Suite aux mesures prises, ce volume a été réduit de ± 2.000 heures. A ce jour, c'est un total de 5.401 heures réparties sur 6 officiers qui est comptabilisé. Sur ces 5.401 heures, 4.700 heures concernent 3 officiers.

Force est de constater que cette situation est liée à un déficit d'officiers qu'à ce jour nous n'avons pu combler, principalement pour des raisons budgétaires, mais aussi parce que le Collège s'est fixé comme priorité de combler le cadre des sapeurs afin d'accroître la rapidité d'intervention. C'est ainsi que 4 sapeurs ont pu être recrutés depuis le 4 décembre 2012.

Si la question de ces heures supplémentaires est posée aujourd'hui, c'est bien en raison du passage en zone dont le statut administratif prévoit le transfert d'un maximum de 70 heures supplémentaires par agent du service de secours. A cet effet, la Centrale générale des services publics (CGSP) m'a d'ailleurs interpellé dernièrement afin d'organiser une concertation; celle-ci aura lieu dans les jours à venir.

D'un contact avec le Ministère de l'Intérieur, il ressort qu'il sera cependant possible de transférer plus de 70 heures si le travailleur, la zone et la commune sont tous les trois d'accord. Ce principe a d'ailleurs été évoqué lors d'un dernier conseil de prézone qui ne l'a pas rejeté mais la discussion doit être finalisée. Selon moi, il s'agit de la meilleure hypothèse, c'est en tout cas celle que je défendrai."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **M.-C. LEFEBVRE**, remercie Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale P.-O. DELANNOIS pour cette réponse. Elle espère qu'une issue favorable sera trouvée rapidement pour toutes les parties.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale **P.-O. DELANNOIS** clôture la séance publique à 20 heures 47 après avoir précisé que le prochain Conseil communal aura lieu le 16 décembre 2014.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Thierry LESPLINGART

L'Echevin délégué à la fonction maïorale,

Paul-Olivier DELANNOIS